

Richard Bourhis nommé à la direction du CEETUM

Nommé par les représentants de l'UdeM, de l'INRS et de l'UQÀM, les trois institutions signataires de l'entente interuniversitaire à laquelle affère le CEETUM, le nouveau directeur du Centre, Richard Bourhis (professeur titulaire en psychologie, UQÀM), est prêt à relever les nouveaux défis qui s'offrent aux chercheurs spécialistes de l'ethnicité.



Éduqué dans les systèmes scolaires francophone et anglophone de Montréal, Richard Bourhis a obtenu son B.Sc. en psychologie à l'Université McGill en 1971 et son Ph.D. en psychologie sociale à l'Université de Bristol en Angleterre en 1977. Il a enseigné la psychologie sociale à l'Université McMaster en Ontario (1978-1988) et à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), où il est professeur titulaire au département de psychologie depuis 1988. Richard Bourhis publie ses recherches en français et en anglais sur des thèmes tels que la communication interculturelle, la discrimination et les relations intergroupes, l'immigration, l'acculturation et l'aménage-

ment linguistique. Il a mis sur pied en 1988, à l'UQAM, le Laboratoire de la communication et des relations intergroupes (LÉCRI). Il est consultant expert dans les domaines des politiques linguistiques et de l'intégration des immigrants pour différents états incluant: les gouvernements canadien et québécois, ainsi que basque et catalan en Espagne. Richard Bourhis a été élu *Fellow* de l'Association canadienne de psychologie (CPA) en 1988 et membre de la Society for Experimental Social Psychology (SESP) en 1991. Richard Bourhis a été directeur à l'UQAM de la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques de 1996 à 2006.

Nous profitons de cette occasion afin de remercier Jean Renaud qui a été directeur du CEETUM de 1996 à 2006. Jean Renaud a été impliqué dans plusieurs grandes avancées du CEETUM : évolution et officialisation du caractère interuniversitaire du Centre; création d'un colloque international pour étudiants (8^e édition en février 2006); création d'un séminaire pluridisciplinaire enseigné au Centre; plusieurs publications et événements scientifiques d'importance réalisés conjointement par nos membres. C'est également sous la direction de Jean Renaud que le CEETUM a obtenu les subventions *FCAR Centre* (2000-2004) et *Regroupement stratégique* (FORSC 2004-2010). Le nouveau directeur, Richard Bourhis, compte s'appuyer sur ces réalisations afin de poursuivre le développement de la structure scientifique du CEETUM et d'accentuer son caractère interuniversitaire et international.

(suite à la page 2)

Lancement de la Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques

« En Haïti, je me demandais qui j'étais comme le font tous ceux qui se cherchent. Mais à Montréal, on me dit qui je dois être ! Pas besoin de me poser la question! » C'est ce qu'affirmait avec humour l'écrivain Dany Laferrière, invité à présenter sa vision des défis liés à l'intégration et aux relations ethniques lors du lancement de la Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques, dont est titulaire Marie Mc Andrew. « Il faut devancer les interrogations du public sur l'ethnicité et l'immigration parce que, quand le public en est rendu à les formuler, la réponse fait habituellement partie de la question. Il faut que l'Université intervienne pour préciser le vocabulaire et définir les mots » prévenait le conférencier. À la lumière de son propre parcours, Dany Laferrière affirme qu'il ne veut pas voir pourrir les débats sur la place des immigrants dans la société québécoise. Il fait valoir le rôle avant-gardiste des chercheurs universitaires, qui anticipent les réflexions nécessaires et définissent les grandes lignes d'approche des questions qui sont liées à la diversité ethnique au Québec. De la même façon, les dignitaires invités à cette soirée de lancement, qui s'est tenue le 18 septembre dernier, ont souligné l'apport de la nouvelle titulaire à plusieurs politiques ainsi que les retombées sociales très concrètes de ses recherches. La provost de l'Université, Maryse Rinfret-Raynor, le vice-recteur à la recherche, Jacques Turgeon, et le doyen de la

(suite à la page 4)

Dans ce numéro:

- Le mot de la Chaire, p. 3
- Colloque des pôles Religion et Intersectionnalité, p. 5
- Les conférences du CEETUM, p. 6
- Le CEETUM accueille trois nouveaux membres, p. 12
- Les nouveaux chantiers, p. 13
- Thèses et mémoires, p. 16

Richard Bourhis nommé à la direction du CEETUM

(suite de la page 1)

Nouveau pôle de recherche

D'une part, comme l'articulation de la programmation scientifique du CEETUM autour de pôles de recherche s'est avérée une formule efficace, tant pour l'organisation d'activités conjointes entre nos membres que pour l'encadrement accru des étudiants gradués, Richard Bourhis propose la création d'un nouveau pôle de recherche. En effet, le pôle « Insertion, acculturation et discrimination » est en développement et renouvellera cette thématique qui était incluse dans la structure originale du CEETUM. La création de ce pôle permet également d'arrimer les travaux de la nouvelle Chaire de recherche sur l'Éducation et les rapports ethniques dont est titulaire Marie Mc Andrew (voir article à la une) ainsi que de réunir les expertises des nouveaux membres réguliers du CEETUM, recrutés à l'automne 2006 (voir p.12). Ce pôle portera sur les mécanismes qui facilitent ou freinent l'insertion des immigrants et des minorités ethniques dans toutes les sphères de la vie publique : dans le monde du travail, l'éducation, les industries culturelles, les mass medias, les institutions publiques et parapubliques, les loisirs, le sport, la religion, etc. Les enjeux individuels, collectifs ou institutionnels de la discrimination et du racisme sont d'actualité dans un contexte où l'immigration est à la fois une nécessité et une richesse pour la société québécoise et canadienne. Ces questions sont au cœur des recherches actuelles de plusieurs des membres du CEETUM.

Un centre de recherche interuniversitaire

C'est à travers la répartition de nos membres dans plusieurs universités et le parcours original que ces liens offrent à nos étudiants que le CEETUM s'affirme comme étant un centre interuniversitaire. La signature d'une entente interinstitutionnelle entre l'UdeM, l'UQAM et l'INRS vient confirmer l'à propos de poursuivre ces efforts entamés de longue date par le CEETUM. Soulignons que Richard Bourhis est d'ailleurs le premier directeur du Centre qui n'est pas professeur à l'Université de Montréal. Le recrutement de nouveaux membres s'inscrit dans cette volonté de diversifier l'appartenance institutionnelle des membres.

Deux nouveaux membres du CEETUM sont professeures à l'UQAM : Catherine Amiot (psychologie) et Maryse Potvin (éducation et formation spécialisées). Richard Bourhis compte également développer davantage les relations entre le CEETUM et les universités anglophones (McGill et Concordia). À ce titre, nous sommes heureux de compter également Andrew Ryder, professeur adjoint en psychologie à l'Université Concordia, parmi nos nouveaux membres.

Une ouverture sur le monde

Le rayonnement du CEETUM dans la francophonie, et plus largement ailleurs dans le monde, est attesté par la place prépondérante qu'occupent nos chercheurs dans la définition et la compréhension des enjeux liés à l'ethnicité, à l'échelle locale comme internationale. En témoignent notamment la solidité des réseaux que nos chercheurs entretiennent avec des chercheurs étrangers, la présence régulière de stagiaires au Centre, et, plus récemment, l'essor qu'a connu le Colloque pour étudiants et jeunes diplômés du CEETUM. La présence des stagiaires et chercheurs étrangers au Centre favorise une ouverture sur le monde chez nos étudiants, par l'établissement de contacts journaliers avec ces invités. Au cours des prochaines années, Richard Bourhis compte solliciter l'établissement de liens concrets avec d'autres centres de recherche en Amérique du Nord et du Sud, en Europe et en Asie.

Julie Routhier

Coordonnatrice du CEETUM

**Pour les étudiants
de maîtrise et de doctorat
Session Hiver 2007**

**Séminaire PLU 6022
Migration, ethnicité
et diversité urbaine
Organisé par le Groupe de
recherche ethnicité et société
(GRES)**

**Information
Marie-Jeanne Blain
mj.blain@umontreal.ca**

Le statut interuniversitaire du CEETUM officialisé

En mai 2006, le CEETUM a vu son caractère interuniversitaire officialisé. Les représentants de l'Institut national de la recherche scientifique, de l'Université du Québec à Montréal et de l'Université de Montréal ont signé les ententes et statuts relatifs au Centre. Les trois universités partenaires reconnaissent ainsi la nécessité de coordonner leurs activités de recherche et de formation dans le domaine des études ethniques et d'appuyer le développement des collaborations déjà établies entre leurs chercheurs au sein du CEETUM. Les institutions font ainsi du CEETUM le lieu où se cristallise leurs efforts pour mieux comprendre les enjeux liés à l'ethnicité.

Cette entente marque l'aboutissement des démarches entreprises en 2003 par les chercheurs du Centre, alors que ces derniers présentaient une demande de subvention au FORSC dans le cadre du concours des Regroupements stratégiques. Cette entente atteste le caractère interinstitutionnel du CEETUM, et d'autres universités pourront s'y joindre dans le futur.

**Pour les étudiants
de maîtrise et de doctorat
Session Hiver 2007**

**PLU 6040
Séminaire sur l'éducation
et la construction des
rapports interethniques**

**Organisé par la Chaire de
recherche du Canada sur
l'éducation et les
rapports ethniques**

**Information
chEREUM@umontreal.ca**



La Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques a pris l'initiative de la rédaction et de la circulation d'une lettre ouverte intitulée : *Pour un débat inclusif sur l'accommodement raisonnable*, en réaction avec certains dérapages récents sur cette question. Elle a été signée par plus de 230 personnes d'origines diverses, des milieux universitaires, communautaires, syndicaux et de la société civile, de tous horizons professionnels et idéologiques et a été envoyée à tous les députés du Québec.

Le débat sur l'accommodement raisonnable et la prise en compte de la diversité au sein des institutions québécoises est non seulement souhaitable mais nécessaire. Plus de 30 ans après que nous ayons posé les bases d'un projet de société pluraliste et inclusive, nous devons faire le point sur le degré où nos institutions se sont adaptées aux besoins des Québécois de toutes origines, ainsi que sur les balises qui permettront que les transformations en cours continuent de se faire dans le respect des valeurs fondamentales qui nous unissent. L'accommodement des minorités religieuses, qu'elles soient récemment arrivées ou d'implantation ancienne, est particulièrement délicat, car, comme chacun sait, la cohabitation entre le modèle de laïcité promu dans les sociétés démocratiques et les exigences, réelles ou présumées, des religions n'est pas toujours aisée.

Toutefois, telle qu'elle est engagée, d'abord dans les médias mais surtout dans l'arène politique, entre autres, avec les déclarations récentes du chef de l'ADQ, Monsieur Mario Dumont, la controverse actuelle soulève notre inquiétude. En effet, loin de nous soutenir collectivement vers le développement de l'identité québécoise que nous souhaitons, ouverte, inclusive et dynamique, certains dérapages contribuent plutôt à nous diviser, et à renforcer les clivages entre « Eux » et « Nous », que nous pensions pourtant dépassés. Il faut déplorer tout spécifiquement à cet égard :

La réduction de la question de l'accommodement raisonnable et de la prise en compte de la diversité religieuse à la présence des « nouveaux arrivants »

Celle-ci touche pourtant nombre de personnes d'implantation ancienne comme les Juifs, ou même d'origine canadienne-française comme beaucoup de Témoins de Jéhovah. De plus, lors de certaines prises de position marginales, mais malheureusement de plus en plus fréquentes, les Québécois « de souche » apparaissent comme les défenseurs unanimes des valeurs démocratiques que les « étrangers venus d'ailleurs » menaceraient systématiquement. C'est passer bien vite sur les différences existant à l'intérieur de ces deux groupes, tant en ce qui concerne les attitudes que le bilan en matière des droits de la personne. Le projet collectif d'un Québec égalitaire est encore largement à construire : il n'est donc l'apanage d'aucune de ses composantes.

La présentation simpliste de l'accommodement raisonnable comme un privilège consenti aux minorités aux dépens de la majorité.

Cette vision évacue le fondement même de cette notion juridique : l'obligation de corriger les effets discriminatoires

non intentionnels de divers règlements ou normes sur des clientèles extrêmement variées (handicapés, femmes, minorités sexuelles, etc.), afin de favoriser leur participation maximale à des institutions communes, qui ne sont jamais neutres. Elle discrédite également la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, qui devrait constituer la référence incontournable de notre projet citoyen, en ignorant ou en sous-estimant son rôle dans la définition des limites à respecter : entre autres, l'égalité des sexes, les droits des enfants et la sécurité. Le concept d'accommodement raisonnable, tel que mis de l'avant par les tribunaux, n'est certes pas sans failles ni irritants qu'on devrait tenter de corriger. Mais il ne mérite pas le traitement qu'on lui fait subir actuellement.

La confusion entre l'accommodement raisonnable et l'ajustement de leurs programmes et pratiques que diverses institutions adoptent librement, dans un souci de répondre aux besoins de certaines clientèles.

Il est évident que les balises à cet égard doivent être clarifiées, comme en témoignent les cas problématiques recensés lors de la présente « chasse aux accommodements raisonnables ». Mais il faut se méfier du caractère anecdotique d'une certaine couverture médiatique, qui crée l'impression que nous sommes systématiquement allés trop loin. Il ne faudrait pas que l'arbre cache la forêt. Bien que des excès

Bien que des excès culturalistes existent, un bilan plus large montre, au contraire, qu'il y a encore bien du chemin à faire – ou peut-être un chemin différent – pour que nos institutions soient pleinement inclusives.

culturalistes existent, un bilan plus large montre, au contraire, qu'il y a encore bien du chemin à faire – ou peut-être un chemin différent – pour que nos institutions soient pleinement inclusives. Les données et témoignages concordants sur la marginalisation des minorités visibles, présentés lors de la Commission parlementaire sur la *Politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*, l'ont amplement illustré. Après avoir longtemps été confinée aux cercles juridiques, universitaires ou gouvernementaux, la question de l'accommodement raisonnable et de la prise en compte de la diversité suscite désormais l'intérêt, voire la passion, des Québécois. Dans une perspective de participation citoyenne, on ne peut que s'en réjouir. Toutefois, étant donné les dérapages cernés plus haut, la réponse du Gouvernement paraît insuffisante. La création du Comité consultatif sur l'intégration et l'accommodement raisonnable en milieu scolaire ainsi que le

(suite à la page 4)

Lancement de la Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques

(suite de la page 1)



Dany Laferrière et Marie Mc Andrew

Faculté des sciences de l'éducation, Michel Laurier, n'ont pas manqué de relever les réalisations passées de la titulaire et le gage de réussite dont elles sont porteuses. L'attribution de cette chaire sénior à Marie Mc Andrew consiste en une reconnaissance explicite de son rôle prépondérant sur les questions d'éducation et de diversité ethnique au Canada.

Marie Mc Andrew a exposé le mandat qu'elle s'est donné de réaliser avec le concours des nombreux intervenants des milieux de pratique qui étaient venus assister à l'événement. La Chaire étudie le rôle de l'éducation dans le maintien et la transformation des rapports ethniques. Elle vise, d'une part, à mieux comprendre l'impact des déterminismes sociaux sur les interventions éducatives en milieu pluriethniques et, d'autre part, à mieux cerner l'apport potentiel du monde de l'éducation à la production ou à la réduction des inégalités interethniques et des frontières identitaires. On peut consulter le programme de la Chaire sur le site Internet du CEETUM.

Bourses de fin de rédaction du CEETUM Félicitations à nos boursiers !

Esther Belony

Candidate à la maîtrise en démographie, programme conjoint INRS-UdeM
Directeur : Jacques Ledent

Marie-Jeanne Blain

Candidate à la maîtrise en anthropologie, UdeM
Directrice: Deirdre Meintel

Typhen Ferry

Candidate à la maîtrise en anthropologie
Directrice : Deirdre Meintel

Jean-Sébastien Imbeault

Candidat à la maîtrise en sociologie, UQAM
Directrice : Micheline Milot

Amantina Osorio

Candidate au doctorat en anthropologie, UdeM
Directrice: Deirdre Meintel

Félicitations à nos anciens pour les postes obtenus

Geneviève Barrette, conseillère au Service équité en emploi et diversité, Banque Nationale du Canada;

Christine Blaser, chercheure en sciences sociales, Division démographie, Statistique Canada;

Marie-Hélène Chastenay, administratrice de recherche, Bureau de la recherche - développement - valorisation, Université de Montréal;

Stéphanie Garneau, professeure à l'École de service social, Université d'Ottawa;

Annie Montreuil, chercheure, Institut national de santé publique du Québec;

Béchr Oueslati, expert en curriculum, Ministère de l'éducation, Sultanat d'Oman;

Lisanne Tremblay, conseillère en diversité et équité en emploi, Fédération des Caisses Desjardins du Québec.

Deux chercheures postdoctorales au CEETUM

Le CEETUM est heureux d'accueillir deux chercheures postdoctorales. Amina Triky Yamani, boursière du CEETUM, travaille en collaboration avec Marie Mc Andrew et Denise Helly sur la question du traitement de l'Islam dans le matériel scolaire. Kyong Ran Park, rattachée au GRES, effectue des recherches avec Deirdre Meintel sur les pratiques religieuses et la construction identitaire, plus spécifiquement chez les Coréens, Chinois et Japonais à Montréal. Consultez leurs projets de recherche sur le site Internet du CEETUM.

Amina TRIKI YAMANI, Doctorat en Sciences de l'éducation, Paris X - Nanterre

Perception du traitement curriculaire de l'Islam, du monde musulman et des minorités musulmanes par de jeunes musulman(es) du secondaire au Québec.

Kyongran PARK, Doctorat conjoint en communication, Université Concordia-UQAM

Analyse des pratiques religieuses et de la construction identitaire: les Coréens, Chinois et Japonais à Montréal.

Le mot de la Chaire

(suite de la page 3)

débat amorcé par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse sont de bonnes initiatives. Mais ces démarches à long terme n'apporteront pas, de façon immédiate, les clarifications nécessaires à la confusion qui règne actuellement. De plus, elles n'engagent pas directement le Gouvernement ni les élus. Ce sont pourtant eux qui ont la responsabilité première de soutenir le cheminement de la société québécoise dans la définition de l'identité renouvelée et des valeurs véritablement communes que nous voulons continuer à partager. Face à des leaders qui pourraient être tentés de se faire du capital sur cette question, il est urgent que l'ensemble de la classe politique fasse entendre une voix nuancée et modérée.

Marie Mc Andrew, Titulaire Chaire de recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports ethniques

Colloque sur les rapports de genre et la diversité religieuse : expertises combinées des pôles Religion et Intersectionnalité

Les 29 et 30 mars 2006 un colloque multidisciplinaire intitulé : *Relations ethniques, rapports de genre et diversité religieuse : problématiques et réflexions théoriques* a été organisé par les Pôles Religion et ethnicité et Intersectionnalité du CEETUM.

Cet événement a réuni des chercheur(e)s locaux et internationaux afin de réfléchir tant aux enjeux théoriques que méthodologiques posés par l'étude des faits religieux dans une perspective croisée de genre et d'ethnicité. C'est avant tout la « position du sujet » des femmes qui y fut interrogée dans leur rapport individuel au religieux, aux dirigeants communautaires et aux instances étatiques et juridiques laïques qui ont tendance à leur attribuer une moindre légitimité.

Le colloque débutait le mercredi 29 mars avec deux conférences publiques tenues au CEETUM. C'est Florence Rochefort (Groupe Sociétés, Religions, Laïcités, CNRS-EPHE) qui a ouvert le bal en retraçant les parcours parallèles de l'histoire des droits des femmes et des processus de laïcisation et de sécularisation en France. Ce retour en arrière a permis d'illustrer le rapport complexe et changeant entre laïcité et égalité des sexes, trop souvent considérés comme allant nécessairement de pair. Cette rétrospective fut suivie de la présentation de Nacira Guénif-Souilamas (Université Paris XIII / École des Hautes études en Sciences Sociales), dont les travaux portent plutôt sur l'histoire récente de France. Elle dégage quatre figures des immigrants issus des anciennes colonies, soit les figures positives de la *beurette* maghrébine intégrée et du *musulman laïc* et les figures négatives du *garçon arabe* et de la *femme voilée*. Les deux conférences ont suscité de nombreuses questions, qui n'ont pas manqué de mettre en lien les contenus des présentations et les événements d'actualité, le colloque se déroulant en pleine « crise des banlieues » parisiennes.

Le deuxième partie du colloque avait lieu le jeudi 30 mars à l'Institut de Tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) et s'adressait aux invités des milieux universitaires et de recherche, de même qu'à plusieurs représentants des milieux de pratique, tels que le Conseil du statut de la femme, le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. La première séance plénière était consacrée aux *Dynamiques identitaires et communautaires*. Les relations entre individus, de même qu'entre individus et communautés dans différents milieux montréalais ont été abordées par Géraldine Mossière (UdeM), Deirdre Meintel (UdeM / GRES) et Shauna Van Praagh (McGill). Leurs communications, qui

Bien que les minorités religieuses ne soient pas porteuses d'une rationalité laïque, elles suscitent la production d'un forum d'intégration. En ces termes, les notions de genre, de religion et d'ethnicité sont loin de former une alliance impossible puisqu'elles-mêmes contribuent à une modernité spécifique de la laïcité.

portaient respectivement sur une église pentecôtiste dont les membres sont principalement d'origine congolaise, sur une congrégation spiritualiste aux adhérents majoritairement franco-québécois et sur les relations de voisinage entre juifs et non-juifs ont permis d'illustrer l'impact des différentes affiliations du sujet sur son sentiment d'appartenance communautaire et son affirmation et sa présence dans l'espace public. Les conflits et contradictions qui peuvent surgir de la rencontre entre croyances et pratiques communautaires ou étatiques ont été illustrées par les présentations du cas des couples mixtes juif/non-juif qui doivent prendre la décision de faire circoncire ou non leur fils ainsi que celui des parents de confession musulmane dont les enfants fréquentent le système préscolaire français. Ces thèmes ont été abordés respectivement par Mesdames Séverine Mathieu (Groupe Sociétés, Religions, Laïcités, CNRS-EPHE) et Nacira Guénif-Souilmas (Paris XIII / EHESS).

Les cadres sociaux, politiques, juridiques, économiques et culturels génèrent dans bien des cas des rapports inégalitaires entre individus, assignant au minoritaire un statut d'infériorité. Dans le cadre de la séance intitulée *Regards individuels et représentations sociales*, Mireille Estivalèzes (postdoctorante au CEETUM, Groupe Sociétés, Religions, Laïcités, CNRS-EPHE) a démontré comment, dans les manuels scolaires français, l'identité nationale tente de renforcer les stéréotypes religieux. L'Islam y est présenté comme une religion violente et misogyne, réduisant la femme musulmane française à un statut de simple victime. Néanmoins, ce serait commettre une erreur majeure que de sous-estimer l'ingéniosité de l'acteur social qui, loin de refléter les identités que l'on veut bien lui assigner, résiste à la stigmatisation. Comme l'a indiqué Valérie Amiraux (Institut Universitaire Européen), les discours menés au sein de la sphère publique française, au lendemain du 11 septembre, vont fortement influencer la nature des rapports sociaux que vivent les femmes croyantes musulmanes. À cet effet, la trajectoire de Yasmina, une jeune musulmane dont elle a suivi et nous a présenté le parcours, reflète une succession de moments de discrétion et d'affirmation en vue de résister à l'étiquetage social et de proposer une nouvelle définition du ressenti religieux. En amont de l'ingéniosité de l'acteur social pour "gérer" ses appartenances, Sirma Bilge (UdeM) a soulevé dans sa présentation les enjeux épistémologiques et politiques de la constitution du sujet « femme musulmane » et la reconnaissance partielle et partielle de son agentivité. Suite au bilan théorique des différentes conceptions de l'agentivité qu'elle a offert, elle s'est interrogée si l'agentivité des femmes musulmanes était bien reconnue comme telle lorsqu'utilisée dans la "mauvaise" direction (par exemple pour soutenir les tribunaux islamiques ou porter le voile), et a attiré notre attention sur les orientations normatives majoritaires qui étayaient notre compréhension de qui la possède et qui en est dépossédée.

(suite à la page 19)



Foulard islamique à l'université : savoirs et rapport aux savoirs des étudiantes françaises musulmanes

Amina Triki-Yamani



Amina Triki Yamani

Le 6 octobre 2006, le pôle Religion et ethnicité du CEETUM invitait Amina Triki, chercheuse postdoctorale au CEETUM, à présenter les résultats de ses recherches doctorales menées à l'Université de Paris X-Nanterre et portant sur les savoirs et le rapport aux savoirs d'étudiantes françaises musulmanes.

La visibilité de l'Islam en France et la polémique liée au port de signes religieux dans les établissements

scolaires ont développé des sentiments d'islamophobie. Dans ce contexte, par une démarche qui pourrait alors sembler paradoxale, certaines jeunes femmes musulmanes françaises, qui ont été éduquées à l'école républicaine, s'engagent librement et activement dans un Islam fondamentaliste.

Dépassant l'idée que ces jeunes femmes obéissaient à un phénomène de mode ou de pression communautaire religieuse, Amina Triki a orienté son investigation vers le cheminement spirituel et intellectuel vécu individuellement par les sujets de son enquête. Ce faisant, elle a été amenée à étudier le lien possible entre les conflits de savoirs des étudiantes « enroulées » et leur « prise du foulard » tout en considérant que ces conflits sont dus à la coexistence, voire à l'antagonisme, de savoirs d'une nature laïque, d'une part, et d'une nature religieuse, d'autre part.

Construite autour d'un clivage religieux/laïc et d'un clivage femmes/hommes, la question des conflits de savoirs a été problématisée par la conférencière à partir de trois approches théoriques. La première approche, ethnologique, étudie l'acte de porter le foulard comme un rite de passage. La seconde, psychosociologique, explique les stratégies identitaires adoptées par les jeunes femmes en réaction à la stigmatisation dont elles font l'objet. Enfin la dernière approche, psychanalytique, relative au concept du « Moi-peau » dégagé par Didier Anzieu, prend en compte la fonction de protection du foulard dans la prise du foulard.

Afin de mettre les différentes significations attribuées au foulard en perspective avec le profil psychologique des jeunes femmes concernées, Amina Triki s'est intéressée à la construction de leur identité islamique qu'elle a mise en parallèle avec les « stratégies de correction du stigmaté » définies par Erving Goffman. À partir de ces stratégies, engagées en réaction à la double stigmatisation religieuse et ethnique, et construites sur la base des oppositions « similarisation/ différenciation » et « dévalorisation de soi/ valorisation de soi » par rapport au « majoritaire » ou au « normal », la conférencière s'est alors demandée si les étudiantes adoptaient la même stratégie de correction du stigmaté selon qu'elles aient commencé à porter le Hijab au collège ou à l'université. À cet effet, elle a réparti les sujets de l'enquête en deux groupes, le premier comprenant les jeunes femmes ayant porté le foulard islamique au collège ou au lycée

et le second, celles qui l'ont revêtu une fois arrivées à l'université.

Les jeunes femmes enquêtées, qui ont toutes accédé à l'université, se sont conformées, malgré leurs différences et leurs particularités, à la supériorité – l'excellence – à laquelle les Autres, majoritaires, accèdent ordinairement. Ce faisant, elles adoptent alors la stratégie « similarisation/ valorisation de soi » où l'individu recherche l'excellence en assumant son stigmaté. Pour autant, certaines d'entre elles adoptent aussi la stratégie « différenciation sans dévalorisation de soi » en assumant leur stigmaté et en l'instrumentalisant. Toutefois, la mise en œuvre de ces deux stratégies, constatée chez les jeunes filles qui portent le foulard islamique à l'université, ne se retrouve pas chez celles qui le portent depuis le collège ou le lycée. En effet, ces dernières, qui ont grandi dans un milieu familial pratiquant l'« Islam-action », défini par Nadine Weibel comme « l'engagement dynamique au service de la cause religieuse ou l'engagement individuel face à Dieu dans lequel la dimension politique peut être absente », ont très tôt adopté la stratégie de retournement du stigmaté. Mais rapidement, en raison de l'adoption d'une circulaire dite « Bayrou » en 1994, elles ont été forcées d'abandonner, au moins provisoirement, cette stratégie et d'enlever le Hijab ou de le troquer contre un substitut.

En revanche, les jeunes femmes du second groupe ont opté pour la stratégie qui correspondait plutôt à « se débarrasser du stigmaté de l'origine associé aux parents et le remplacer par un autre stigmaté, plus personnalisé et franchement visible, non pas uniquement pour afficher leur religiosité mais pour revendiquer un Islam plus intellectualisé, plus conforme aux normes fondamentalistes. » Par la mise en œuvre d'une stratégie « différenciation/ valorisation de soi », lesdites jeunes filles revendiquent leur stigmaté pour le retourner à leur avantage. Leur appartenance ethnoreligieuse n'est ainsi plus la même que celle de leurs parents. Alors qu'elles avaient été éduquées dans un « Islam-tradition », essentiellement basé sur la foi des ancêtres et où la pratique religieuse se caractérise par des rites traditionnels, elles adoptent désormais un « Islam-action ».

Il en ressort que le processus de la prise du Hijab peut être, à la fois, la cause directe du déclenchement de conflits interpersonnels des savoirs et le mode principal de gestion des conflits internes des savoirs chez les étudiantes musulmanes de l'enquête. Par l'adoption d'un « Islam-action », dont le port du foulard est un indicateur visible, les étudiantes du second groupe se réfèrent désormais au groupe ethnoreligieux des « frères et sœurs musulmans. »

(suite à la page 7)



L'identification au groupe d'agrégation s'accompagne de l'abandon de l'Islam traditionnel des parents pour adopter une forme de religion plus engagée, intellectuellement et parfois politiquement. La stratégie du « retournement du stigmat » est alors une stratégie réactionnaire.

Toutes les jeunes femmes de l'enquête mettent en valeur le stigmat visible qu'est le foulard islamique en en faisant l'emblème de leur singularité et de leur affirmation dans la société française. L'exploitation et l'entretien de leur stigmat religieux passe ainsi par la valorisation, voire la survalorisation des savoirs religieux sur l'Islam par rapport aux savoirs laïques. Les jeunes femmes refusent la reproduction de la domination des savoirs laïques, qu'elles considèrent être l'apanage des représentants de la majorité intellectuelle dominante. Cette dimension active du rapport aux savoirs, soulignée par Jacky Beillerot, considère les savoirs universitaires comme « un état du savoir ou un système de savoir qui précède chaque individu » et qui, mis au service des savoirs religieux, participent à la construction de la personnalité islamique des étudiantes de l'enquête.

La conférencière a alors souligné les jeunes femmes du premier groupe ont vécu des situations conflictuelles les ayant opposé à l'institution laïque alors qu'elles n'étaient qu'au collège. Ces conflits institutionnels et interpersonnels ont engendré chez elles des conflits internes parfois assez douloureux et difficiles à gérer. Pour la majorité d'entre elles, le rapport qu'elles entretenaient avec les savoirs était inégal puisqu'il ne concernait que les savoirs laïques scolaires. Ce rapport conflictuel aux savoirs résidait ainsi dans l'obligation d'enfermer leurs savoirs religieux dans la sphère privée. Par contre, chez les étudiantes du second groupe, les conflits des savoirs interviennent bien plus tard. C'est d'abord le sentiment de manque qui est à l'origine d'un conflit interne. Ce dernier est souvent le siège de l'opposition entre des excitations psychiques internes et externes dans la période d'attente du processus de la prise du Hidjab. C'est alors l'adoption du foulard islamique qui résout le conflit interne et le foulard est ici assimilé à une enveloppe de protection qui vient renforcer l'enveloppe psychique. Il constitue donc un mode de gestion du conflit interne. Cependant, il devient la source du déclenchement des conflits interpersonnels chez ces étudiantes, car l'affichage de leur religiosité cache un Islam, peut-être intellectualisé, mais empreint d'une idéologie fondamentaliste dangereuse aux yeux de la majorité française.

Dès lors, Amina Triki constate que le cheminement spirituel des sujets du premier groupe est plutôt un parcours collectif, familial ou communautaire. À l'inverse, celui des jeunes femmes du second groupe est plus individualisé puisque les étudiantes font l'effort personnel d'intellectualisation de l'Islam que la plupart des parents ne peuvent suivre, souvent à cause d'un capital scolaire très faible. Si chaque étudiante va donc être confrontée à des conflits internes singuliers en lien avec son propre cheminement religieux et intellectuel, les conflits interpersonnels que vivent toutes les étudiantes enquêtées sont par contre récurrents et démontrent une opposition systématique de celles-ci à l'institution laïque.

Les stratégies adoptées de retournement du stigmat ne sont alors pas sans conséquences pour les jeunes femmes

enquêtées. Notamment, elles les contraignent à s'auto-exclure du marché de l'emploi. Pour pallier cet inconvénient, certaines étudiantes « enfoulardées » choisissent de s'enfermer dans leur communauté religieuse en se mettant au service de ses membres. Elles affirment ainsi leur particularité religieuse au sein de leur communauté et, par le biais associatif, envisagent d'éduquer les générations futures à l'« Islam-action », instrumentalisant ainsi leurs savoirs et diplômes universitaires au profit d'un enseignement empreint d'une idéologie islamique. D'autres étudiantes, dont les projets professionnels sont moins bien définis, persistent dans le retournement de leur stigmat pour en faire une généralité dans le monde du travail, ce qui les amène alors à se poser en victimes de la société française et de son intolérance. Amina Triki souligne en ce sens que, si quatre étudiantes envisagent de s'expatrier pour exercer leur fonction dans une société musulmane, une seule d'entre elles accepte de se défaire de son foulard pour travailler.

En conclusion, et aux vues de ces auto-exclusions, la conférencière se demande alors si avec le temps, les enfants des jeunes filles enquêtées n'abandonneront pas d'elles-mêmes l'« Islam-action » non-libérateur de leurs aînées, pour se retourner vers une France laïque et garante des droits de l'Homme. Ces jeunes femmes, qui sont souvent en rupture de banc avec la tradition maghrébine de leurs parents, ne risquent-elles pas en effet de voir leurs propres filles, qu'elles comptent éduquer dans l'esprit de l'« Islam-action », reproduire leur propre schéma de rupture par rapport à leurs parents ? Une telle évolution ne pourra alors se produire qu'en fonction de l'implication de l'État français dans l'intégration des musulmans de France.

David Koussens

Agent du pôle Religion et ethnicité

Doctorant en sociologie, UQÀM

Le Prix André-Laurendeau 2006 est remis à Daniel Weinstock

Le Prix André-Laurendeau, parainné par l'ACFAS, a été créé en 1986 en l'honneur d'André Laurendeau, éditorialiste reconnu et humaniste remarquable. Il est destiné à une personne travaillant dans le domaine des sciences humaines.

L'œuvre de Daniel Weinstock est variée et profondément impliquée dans la réalité du monde contemporain. Dans ses travaux sur le rapport entre culture, identité et justice, Daniel Weinstock a fait valoir que les identités culturelles ne sont pas des données brutes, mais plutôt des réactions stratégiques souvent rationnelles, répondant, entre autres, aux divers incitatifs qu'engendre le statut de minorité.

Daniel Weinstock n'est pas seulement un universitaire de haut calibre, il a aussi contribué à rendre la philosophie politique « utile » aux travaux des décideurs publics. Parmi les exemples les plus éloquentes de cet engagement, on peut citer sa participation au Groupe de travail sur la place de la religion à l'école publique, qui a donné lieu au rapport Proulx en 1999. Ce rapport a servi de fondement à la politique québécoise menant à la laïcisation des institutions scolaires. (Source : ACFAS).



LES CONFÉRENCES DU CEETUM

Intersection de déterminants sociaux de la santé tels que le genre, l'ethnicité et la migration : les bons concepts, les bons sujets, de bons programmes et politiques de santé

Bilkis Vissandjée
19 octobre 2006

Invitée dans le cadre de la série des *midis intersectionnels* du CEETUM, Bilkis Vissandjée, professeure titulaire à la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal¹ a présenté la synthèse d'une recherche² portant sur la prise en compte de l'intersection des déterminants sociaux de la santé dans la recherche en santé publique. Par son expérience dans le domaine de la santé, ainsi que par sa participation en tant que codirectrice universitaire au *Centre d'excellence pour la santé des femmes* (1996-2002), Bilkis Vissandjée a été sensibilisée aux écarts produits par le recoupement de certains marqueurs de l'identité, notamment le genre, l'ethnicité et la migration. L'étude qui fait l'objet de la conférence présentée au CEETUM s'inscrit dans une perspective critique des discussions entourant l'élaboration des politiques, des programmes, ainsi que de l'intervention médicale en santé publique.



Bilkis Vissandjée

De façon générale, Bilkis Vissandjée problématise le fait que certaines catégories sociales sont rendues invisibles dans les recherches sur les déterminants sociaux de la santé, ce qui participe à une attribution inadaptée ou inégalitaire des soins de santé. Sa recherche vise à mettre en lumière les obstacles à l'égalité des populations marginalisées dans l'intervention et l'élaboration des programmes et des politiques en santé publique. Bref, elle pose que les interventions dans le domaine de la santé sont inadaptées au «prisme de la différence». C'est dans cette perspective que la conférencière s'est proposée d'explorer dans quelle mesure les recherches en santé, élaborés entre 1995 et 2005, tiennent compte et conceptualisent à la fois le sexe, le genre, l'ethnicité et la migration comme déterminants sociaux de la santé. Premier constat : parmi 126 articles portant sur la santé et le genre publiés au cours des dix dernières années, une soixantaine seulement traite simultanément de ces concepts.

La faiblesse du corpus de recherches étudiées par Bilkis Vissandjée et ses collaboratrices réside dans une conceptualisation statique des catégories sociales. Les chercheurs traduisent difficilement dans leurs analyses les concepts de genre, d'ethnicité et de processus migratoire, et les conditions de vie qu'ils sous-tendent. En effet, même si on tient compte, depuis plus d'une quinzaine d'années, des différences entre les conditions médicales des hommes et des femmes, la différence des trajectoires selon le genre est encore peu considérée. De la même façon, l'utilisation du concept d'ethnicité, plutôt que celui statique de la «race», permettrait selon la conférencière de théoriser l'appartenance ethnique davantage comme un processus dynamique participant à la

différenciation des trajectoires sociales et des conditions de vie. De plus, la «migration» est souvent réduite au temps de séjour au pays, ce qui occulte les multiples facettes de l'expérience du processus migratoire.

Suite à cette présentation, Bilkis Vissandjée dévoile son diagnostic : le principal enjeu de la conceptualisation du genre, de l'ethnicité et de la migration comme déterminants sociaux de la santé est la prise en compte des rapports

D'après son expérience de travail et de recherche en santé publique, Bilkis Vissandjée note une application différentielle des programmes en fonction de la «norme culturelle» et de la «norme genre».

de minorisation qui traversent les trajectoires individuelles des patients. Afin de rendre compte de la pluralité des trajectoires et des conditions de vie, cette prise en compte est nécessaire, tant au niveau macro, dans l'élaboration des programmes et politiques, qu'au niveau micro, dans les décisions prises par les soignants dans leur pratique médicale. D'après son expérience de travail et de recherche en santé publique, Bilkis Vissandjée note une application différentielle des programmes en fonction de la «norme culturelle» et de la «norme genre». Elle explique qu'un traitement peut être administré différemment chez les patients hommes que chez les femmes, mais plus encore, que l'intersection entre le genre et l'ethnicité influence la façon dont les traitements sont proposés aux patients. Par exemple, lors de l'administration d'un traitement pour la tuberculose, les soignants sont plus portés à prescrire une thérapie sous observation (où l'administration des médicaments est surveillée) à une femme portant le hijab qu'à une Roumaine francophone.

En résumé, les chercheurs en santé ont de la difficulté à conceptualiser le genre, l'appartenance ethnique et l'expérience migratoire et à mettre en lumière l'intersection des déterminants sociaux de la santé dans leurs analyses. L'enjeu est de taille, nous explique Bilkis Vissandjée, puisque c'est sur la base de leurs recherches que s'élaborent les politiques et les programmes en santé publique, et que ce sont ces dernières qui influencent la pratique. Conséquemment, cette faiblesse dans la théorisation participe, dans un premier temps, à l'impossibilité actuelle d'élaborer des politiques sensibles aux conditions de vie des personnes soignées, ce qui mène, dans un deuxième temps, à une distribution inadaptée des ressources. Cette conclusion implique que les recherches ne sont ni inclusives, ni représentatives. Ainsi, à l'instar de Farmer (2003) qui avance que les personnes les plus vulnérables sont absentes des programmes et des politiques en santé publique, Bilkis Vissandjée démontre que les individus dont les conditions de vie sont très complexes (qui se trouvent à l'intersection d'axes de domination) restent invisibles dans les recherches. En conclusion, Bilkis Vissandjée pose le défi de transformer les politiques, les programmes et l'intervention en santé publique pour les adapter au «prisme de la différence» et à la

(suite à la page 9)



spécificité des trajectoires individuelles des patients. Lors de la période de questions qui a suivi la conférence, les membres de l'auditoire, provenant de divers milieux de pratique (consultante en santé publique, professeur de Cégep, intervenants et formateurs en intervention interculturelle dans le domaine de la santé, infirmière, etc.) soulèverent que le principal obstacle à la réalisation de cet arrimage entre les interventions médicales et les besoins des populations est le manque de communication entre les différents secteurs et disciplines du domaine de l'intervention médicale. Ce cloisonnement serait dû principalement aux différentes préoccupations inhérentes aux secteurs, ainsi qu'aux rapports de pouvoirs entre et à l'intérieur des champs du domaine médical. Au terme de cette discussion, un appel à l'ouverture d'un dialogue interdisciplinaire et intersectoriel a été lancé afin sensibiliser les décideurs et intervenants en santé à la nécessaire prise en compte de l'intersection des déterminants sociaux de la santé aussi bien dans la pratique que dans les programmes et les politiques en santé publique.

Roxanne Milot

Finissante au baccalauréat en sociologie,
Université de Montréal,
Stagiaire au pôle *Intersectionnalité*, CEETUM

En collaboration avec *Sophie Ambrosi*,
Agente au pôle *Intersectionnalité*

¹Madame Vissandjée est également chercheuse associée au Groupe de recherche interdisciplinaire en santé (GRIS) et au Centre de recherche et de formation du CLSC Côte-des-Neiges. Récemment nommée au Comité provincial pour la prestation des services de santé et des services sociaux aux personnes issues des communautés ethnoculturelles au Québec, elle cumule également de nombreuses collaborations avec des institutions internationales.

²L'article « Integration, Clarification, Substantiation: Sex, Gender, Ethnicity and Migration », rédigé par Bilkis Vissandjée et Hyman, I., Spitzer, D., Apale, A. Et Kamrun, N., paraîtra sous peu dans le *Journal of International Women's Studies*.

Violences intersectionnelles : race, genre et contexte

Yasmin Jiwani
21 septembre 2006

Dans le cadre de la série des *midis intersectionnels du CEETUM* le 21 septembre dernier, Mme Yasmin Jiwani, docteure en communication (Université Simon Fraser) et professeure agrégée au département de communication de l'Université Concordia, a présenté une analyse intersectionnelle de la violence, tenant simultanément compte des dimensions raciales, genrées et contextuelles de ses multiples expressions.

La violence est une forme de communication, a souligné la professeure Jiwani. En effet, les actes violents telle la récente fusillade survenue au collège Dawson, véhiculent un message et sont bien souvent le résultat d'une souffrance. Or, pour

(« interlocking ») selon Mme Jiwani. En effet, les médias et les décideurs, par la couverture médiatique des premiers et par les politiques et programmes mis en œuvre par les seconds, ont la possibilité d'accorder plus ou moins d'importance aux actes de violence. Ils concourent ainsi à attirer l'attention des gens sur certaines formes de violence aux dépens d'autres manifestations moins « sensationnelles » ou qui porteraient préjudice aux individus issus de groupes dominants ou majoritaires.



*Sirma Bilge et
Yasmin Jiwani*

Citant de nombreux exemples d'actualité tout au long de sa présentation, Mme Jiwani a déploré le peu d'importance accordé par les médias, et conséquemment par les décideurs, à la violence ayant cours dans la sphère privée : violence domestique, consommation de drogues, troubles alimentaires et mutilations corporelles qui constituent toutes des formes de violence que trop d'individus s'auto-infligent. Elle explique la quasi inexistence de programmes voués à ces problématiques par la banalisation qu'en font les médias et le manque d'importance publique qui leur sont accordés.

Nous avons une propension, selon Mme Jiwani, à dénoncer plus volontiers les inégalités et les violences qui sévissent à l'extérieur des frontières des pays occidentaux. C'est le cas des femmes américaines, militant pour « sauver » les femmes afghanes, par exemple. Cela témoigne, selon docteure Jiwani, du refus de nos sociétés de reconnaître les besoins criants de nos propres populations marginalisées. Un exemple de cette réalité est illustré par les enlèvements et la violence domestique extrême que vivent les femmes autochtones au Canada (plus de 500 femmes autochtones ont été portées disparues au cours des 10 dernières années). Celles-ci seraient victimes, selon la conférencière, de notre colonialisme interne et camouflé.

Cette conférence fut sans contredit fort éclairante sur la construction de nos propres schèmes de conscience et d'interprétation. L'approche intersectionnelle utilisée par Mme Jiwani a démontré que l'imbrication des systèmes de dominations concourent à rendre certaines formes de violence et certaines victimes de violence dignes d'attention, car cautionnées par les médias et les discours publics. Parallèlement, ces mêmes systèmes de dominations maintiennent dans l'ombre les manifestations de violence perpétrées dans la sphère privée et les victimes d'actes commis par des « natifs » ou des membres du groupe dominant. C'est pourquoi Mme Jiwani nous encourage à faire preuve d'un plus grand esprit critique face au discours qui nous est servi par nos élites et par les médias.

Marie Lebel-Racine

Étudiante à la maîtrise en sociologie,
Université de Montréal



Le paradigme musulman en France et en Grande-Bretagne



Le 24 octobre 2006, **Danièle Joly**, professeure à l'Université de Warwick et directrice du *Centre for Research in Ethnic Relations*, est venue présenter aux membres du pôle « Religion et ethnicité » ses recherches portant sur l'émergence d'un paradigme musulman en France et en Grande Bretagne à travers l'évolution historique des politiques d'immigration et des processus de mobilisation de ces communautés dans les deux pays.

Grande-Bretagne : le paradigme musulman, fruit d'une mobilisation populaire

Après la seconde guerre mondiale, les populations musulmanes arrivant des anciennes colonies en Grande-Bretagne (Inde, Pakistan et Bangladesh notamment) ont acquis la nationalité britannique mais, victimes de discriminations, n'ont pu en jouir pleinement dans la pratique. Leur condition, caractérisée par la formation d'une *underclass* ou sous-prolétariat, est rapidement cristallisée par les politiques publiques adoptées. La politique assimilationniste qui présidait a ainsi laissé le pas à une politique de redressement du désavantage social puis à une politique de redressement du désavantage racial.

Pour Danièle Joly, la politique d'immigration en vigueur à cette époque est réellement raciste. En effet, en amont de l'immigration, les critères d'entrée sur le territoire sont essentiellement raciaux. Mais parallèlement, le gouvernement britannique met en place des politiques d'intégration pour lutter, en aval, contre les préjugés raciaux qui perdurent à l'égard des populations résidant sur le territoire. Ces politiques vont alors influencer le mode d'organisation politique des immigrés qui se regroupent alors de plus en plus sous le terme général de « black ». Un paradigme des relations raciales, permettant de pallier les désavantages sociaux et raciaux, émerge alors. Ce paradigme cédera ensuite le pas à un paradigme des communautés ethniques ou du multiculturalisme. De plus en plus, les immigrés se regroupent dans des quartiers très précis et des réseaux se constituent en fonction du pays d'origine. Cette base sociale à connotation ethnique est consolidée, d'une part, par les politiques d'intégration, d'autre part, par l'importance du rôle des leaders communautaires. Dans le même ordre, un recensement ethnique est mis en place et des ressources financières sont octroyées aux associations communautaires qui favorisent l'intégration. Dès 1976, une législation robuste est mise en place contre les discriminations. Cependant, cette législation n'est pas appliquée et les discriminations perdurent. En résultent des émeutes dans les années 1980, jetant l'effroi dans l'establishment britannique, marquant les populations et influençant alors fortement les nouvelles politiques d'intégration. Le multiculturalisme va être adopté comme la politique officielle. Le nouveau paradigme ethnique mis en place va être rapidement intégré par les populations musulmanes elles-mêmes et il n'y a pas de marqueur musulman, donc religieux, en tant que tel. Ce n'est qu'ensuite, et à travers deux événements, que le paradigme musulman allait apparaître.

Le premier de ces événements touche à la question de l'éducation. En 1988, le gouvernement britannique envisage d'adopter un projet de loi selon lequel l'enseignement religieux à l'école serait chrétien. Ce projet a alors soulevé une forte mobilisation des musulmans. Le second de ces événements

est relié à Salman Rushdie qui, bien avant la proclamation de la fatwa de Khomeiny à son encontre, avait provoqué par ses écrits l'ire de nombreux jeunes musulmans qui manifestaient alors dans les rues. Par ses événements, l'Islam commence à se dégager comme une catégorie légitime qui permet de mobiliser des ressources et la conférencière évoque l'institutionnalisation de l'Islam britannique. Un paradigme musulman apparaît ainsi essentiellement à travers la mobilisation des plus jeunes qui, ne s'identifiant plus à un paradigme ethnique représentatif de leur culture d'origine, se saisissent de l'Islam comme d'une identification plus universelle et l'utilisent ainsi pour se libérer du poids des parents.

France : le paradigme musulman, volonté des politiques publiques

Les populations musulmanes résidant en France sont essentiellement originaires de l'Afrique du Nord et de l'Afrique noire. Tout comme au Royaume-Uni, elles sont caractérisées, sur le plan structurel, par une plus grande pauvreté que les « français de souche ». À l'inverse, contrairement aux musulmans britanniques, elles ne bénéficient pas, pour une large part, de certains droits politiques, et notamment de la liberté d'association, liés à la nationalité. Si les politiques publiques ont tenté de prendre en compte, dans les années 1960, le désavantage économique de ces nouveaux immigrés, elles ont toujours refusé, au nom de l'universalisme républicain, de reconnaître leur spécificité ethnique. La conférencière relève que dans les années 1960, le racisme reste très présent en France, même s'il est souvent masqué par les politiques assimilationnistes, et il est d'autant plus difficile de lutter contre ce fléau que la guerre menée en Algérie mobilise des discours à l'encontre des Algériens.

La première véritable mobilisation des populations issues de l'immigration, dans les années 1980, se fait en adéquation avec le modèle français d'intégration : l'universalisme républicain. Et c'est en ce sens que les immigrés revendiquent l'égalité et la participation citoyenne. En aucun cas ils ne demandent la reconnaissance d'une ethnicité ou d'une religiosité. Un premier paradigme immigré/revendication de l'égalité citoyenne se dégage alors. Ce premier paradigme a rapidement échoué. Danièle Joly indique qu'une nécessité de transformer l'« Islam en France » en « Islam de France » est

Pour Danièle Joly, si un paradigme musulman semble perceptible en Grande-Bretagne et en France, la mise en parallèle de leur émergence permet d'en distinguer

(suite à la page 19)

Représentation du CEETUM sur la scène nationale et internationale : nos étudiants en vedette

Le CEETUM offre, deux fois par an, des subventions pour la participation à des événements scientifiques. Ces bourses constituent un levier important dans la carrière de nos jeunes chercheurs, leur permettant de prendre part à des événements d'envergure dans leur champ disciplinaire. Ambassadeurs du CEETUM sur la scène nationale et internationale, ils ont présenté au cours des deux derniers trimestres des communications en France, au Portugal, et dans l'Ouest canadien.

Karine Bégin (co-auteur : **Jean Renaud**) a présenté une conférence intitulée *Effet des politiques de sélection québécoises sur le maintien en emploi qualifié des travailleurs immigrants sélectionnés : quelles leçons peut-on en tirer pour l'Europe ?* lors du Colloque de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, « L'État social à l'épreuve des parcours de vie » se déroulant les 25 et 26 septembre 2006 à Liège, en Belgique. Cette conférence cherchait à démontrer dans quelle mesure l'admission des candidats à l'immigration en vertu de la grille québécoise de sélection (où des points sont attribués en fonction de critères précis) réussit à expliquer les processus d'insertion économique des immigrants en étudiant l'accès et le maintien des travailleurs immigrants sélectionnés dans un emploi correspondant à leurs compétences.

Marie-Jeanne Blain s'est rendue à la 11^e Conférence internationale Metropolis, "Paths & Crossroads: Moving People, Changing Places" qui s'est tenue du 2 au 6 octobre 2006 à Lisbonne, au Portugal. Sa conférence était intitulée *The regionalization of immigration in Québec and the professional integration of Colombian immigrants to the Laurentians region*. Elle y présentait, à travers une étude anthropologique, le parcours (marqué par le déclassement professionnel) d'immigrants Colombiens, exposant les dimensions subjectives de l'insertion économique de ces immigrants, la place de leur identité professionnelle dans leur vie quotidienne et leurs relations sociales.

Stéphanie Garneau a présenté une communication ayant pour titre *L'internationalisation de l'éducation et la différenciation des carrières de socialisation professionnelle* lors du deuxième congrès de l'Association française de sociologie, « Dire le monde social. Les sociologues face aux discours politiques, économiques et médiatiques » qui se tenait du 5 au 8 septembre 2006 à Bordeaux, en France. Elle s'est interrogée à cette occasion sur le rôle des politiques éducatives d'internationalisation de l'éducation dans les processus de différenciation et d'individualisation des carrières professionnelles. Ses résultats de recherche donnent à voir une déclinaison hiérarchisée des modes de reconnaissance de la mobilité internationale et des carrières de socialisation professionnelle.

Lama Kabbanji (co-auteur : **Victor Piché**) a présenté la conférence *Politiques migratoires et migrations de travail des Burkinabés vers la Côte d'Ivoire* lors du Colloque international de l'Association internationale des démographes de langue française (AIDELF), « Population et travail », qui s'est tenue du 18 au 22 septembre 2006 à Aveiro, au Portugal. L'objectif de

cette communication consistait à analyser, dans le contexte du processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, les liens entre l'évolution des migrations masculines de travail liant le Burkina Faso à la Côte d'Ivoire et la gestion de ces migrations depuis les indépendances.

Géraldine Mossière s'est également rendue à la 11^e Conférence internationale Metropolis "Paths and Crossroads; Moving People, Changing Places", qui avait lieu du 2 au 6 octobre 2006, Lisbonne, Portugal. Elle y a présenté deux conférences, dont l'une lors d'un atelier dont elle était organisatrice. L'atelier *Religion and Migration: promoting new religious practices, reorganizing social identities*, présidé par Dr Bramadat (Département d'études religieuses de l'université de Winnipeg), rassemblait des chercheurs montréalais et européens autour de la question de la diversité religieuse induite par le phénomène migratoire. Sa présentation *Canadians' identity and the new religious diversity: new wine in old bottles? A case study in Québec* traitait des dynamiques de changement de l'identité religieuse québécoise induites par les pratiques religieuses des immigrants, en particulier les immigrants de confession musulmane. Enfin, Géraldine Mossière a également présenté la conférence *To form a citizen useful to Québec and one who receives also from this country*, où elle démontrait comment l'appartenance à une congrégation pentecôtiste rassemblant des immigrants noirs à Montréal permet de recréer des liens d'appartenance à un groupe et contribue à l'ajustement des immigrants à la société d'accueil.

Paul Zanazanian s'est rendu à Vancouver en Colombie-Britannique afin de participer au "Student Forum: Multiculturalism, Aboriginality & Diasporas: Canadian Identities at Risk or Gathering Strength?" qui se tenait dans le cadre de la conférence, "Le Canada d'ouest en est: Enseigner l'histoire en période de changement," organisé par l'Association des études canadiennes, du 20 au 22 octobre 2006. Il a également bénéficié de sa présence à Vancouver pour présenter une conférence, le 25 octobre, au Centre for the Study of Historical Consciousness (CSHC) de l'Université de Colombie-Britannique. Sa communication *Beyond the Taboos of Historical Consciousness: Exploring French Québécois History Teachers' General Indifference to Québec Anglophone Realities and Historicity*. L'étude qu'a menée Paul Zanazanian auprès de professeurs d'histoire du Québec démontre que les répondants francophones sont largement indifférents aux réalités et à l'historicité des Anglophones, tandis que les Anglophones affichent une attitude plus empathique.

Le CEETUM accueille trois nouveaux membres

Les professeurs adjoints Catherine Amiot (psychologie, UQÀM), Maryse Potvin (éducation et formation spécialisées, UQÀM) et Andrew Ryder (psychologie, Concordia) rejoignent les rangs du CEETUM à titre de membres réguliers.



Catherine AMIOT

Titulaire d'un PhD de l'Université d'Ottawa, Catherine Amiot est professeure en psychologie à l'UQÀM. Son champ de recherche est la psychologie sociale, et plus spécifiquement, le soi et l'identité. Ses recherches actuelles visent à comprendre comment les gens s'adaptent au changement et intègrent de nouvelles identités sociales et personnelles, et quels processus d'adaptation permettent de prédire une identification accrue

à de nouveaux groupes sociaux. Catherine Amiot s'intéresse également aux motivations qui sous-tendent l'appartenance aux groupes sociaux. Enfin, ses recherches portent aussi sur les stratégies de gestion du stress (*coping*) et sur les variables intra-personnelles et sociales qui les prédisent.

Publications choisies

- Amiot, C. E., & Bourhis, R. Y. (2005). "Ideological beliefs as determinants of discrimination in positive and negative outcome distributions". *European Journal of Social Psychology*, 35, 581-598.
- Amiot, C. E., & Bourhis, R. Y. (2003). "Discrimination and the positive-negative asymmetry effect: Ideological and normative processes". *Personality and Social Psychology Bulletin*, 29, 597-608.



Maryse POTVIN est docteure en sociologie de l'EHESS (CADIS, Paris) et professeure en éducation et formation spécialisées à l'UQÀM. Ses travaux portent sur les rapports interethniques, le racisme, les discriminations, les jeunes de la « seconde génération » des minorités

racisées, les inégalités sociales et scolaires. Ses recherches l'ont amenée à publier plusieurs rapports sur le racisme et les discriminations, notamment pour le ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (*Le racisme au Québec*, 1996), et pour la Commission Européenne (*Mesure des discriminations au Canada*, 2004). Ses travaux de recherche récents ont porté sur l'éducation antiraciste au Québec.

Publications choisies

- M. Potvin, P. Eid et N. Venel (dir.) (2006) *L'expérience des jeunes de «deuxièmes générations». Une comparaison France-Québec*. Presses du CNRS.

- Potvin, Maryse (2005), « The role of statistics on ethnic origin and "race" in canadian antidiscrimination policy », *International Social Sciences Journal*, 57:183, p. 27-42.
- Potvin, M., Morelli, A. et Mettewie L. (2004), «Du racisme dans les rapports entre groupes nationaux au Canada et en Belgique ?», *Revue canadienne des études ethniques/ Canadian Ethnic Studies*, 36 :3, p. 25-60, numéro spécial dirigé par G. Bourgeault et M. Verlot (dir.), *Ethnic relations and education in divided societies : comparing Belgium and Canada*.



Andrew RYDER

Ayant reçu son Ph.D. en psychologie clinique de l'Université de Colombie-Britannique, Andrew Ryder est professeur adjoint en psychologie à l'Université Concordia depuis 2005. À travers ses recherches, il s'intéresse aux relations

entre les individus et leur contexte culturel, et aux implications de cette relation en psychopathologie. Ses récentes recherches, menées auprès d'étudiants, de communautés et d'échantillons cliniques, portent sur les différences dans les représentations de la dépression en Chine et au Canada. L'approche de l'acculturation et des modèles interculturels est mise à profit afin d'explorer ces questions. Au-delà du constat des différences culturelles, sa recherche tente de percer pourquoi ces différences surviennent; pour Andrew Ryder, le rôle potentiel du concept de soi (*self*) est au cœur de ces considérations empiriques et conceptuelles. Un second champ d'intérêt d'Andrew Ryder réside dans les frontières entre normalité, personnalité anormale et psychopathologie, particulièrement à travers la conceptualisation de la dépression (Depressive Personality Disorder).

Publications choisies

- Ryder, A. G., Yang, J., & Heine, S. J. (2002). Somatization vs. psychologization of emotional distress: A paradigmatic example for cultural psychopathology. In W. J. Lonner, D. L. Dinnel, S. A. Hayes, & D. N. Sattler (Eds.), [Online Readings in Psychology and Culture \(Unit 9, Chapter 3\)](#), Center for Cross-Cultural Research, Western Washington University, Bellingham, WA.
- Ryder, A. G., Alden, L. E., & Paulhus, D. L. (2000). Is acculturation unidimensional or bidimensional? A head-to-head comparison in the prediction of personality, self-identity, and adjustment. *Journal of Personality and Social Psychology*, 79, 49-65.
- Brotto, L. A., Chik, H. M., Ryder, A. G., Gorzalka, B. B., & Seal, B. N. (2005). "Acculturation and sexual function in Asian women." *Archives of Sexual Behavior*, 34, 613-626.



Sébastien ARCAND

Transmission des pratiques entrepreneuriales entre premières et deuxième générations chez les minorités ethniques à Montréal

Programme d'établissement de nouveaux professeurs-chercheurs, FQRSC 2006-2009.

Pour éviter les obstacles dans leur insertion en emploi, des membres de groupes ethniques minoritaires font appel à des pratiques entrepreneuriales. Les études en sociologie s'intéressent à ces pratiques dans différents contextes urbains et nationaux mais omettent la question du transfert intergénérationnel de l'entreprise. Cela occulte les liens entre appartenance ethnoculturelle, rapports sociaux internes et externes aux groupes et pratiques entrepreneuriales, ce à quoi nous nous proposons de palier. En ce sens, il est pertinent de se demander qu'est-ce qui, parmi les deuxième générations de groupes ethniques minoritaires, favorise la poursuite de l'entreprise fondée par les parents en contexte postmigratoire? En guise de sous-question, nous nous demandons si la prospérité de l'entreprise peut avoir un impact sur la décision de reprendre l'entreprise fondée par les parents? Nous émettons l'hypothèse que chez les deuxième générations au sein des minorités ethniques, la diminution des obstacles à l'intégration socioprofessionnelle à Montréal constitue un frein à la poursuite de l'entreprise fondée par les parents. Pour faire la lumière sur les processus internes et externes des pratiques entrepreneuriales chez les deuxième générations, les dimensions théoriques mettent de l'avant une sociologie des frontières ethniques et des réseaux sociaux. Cette recherche empirique de type comparatif comprend un corpus de 80 entrevues semi-directives auprès de personnes de deuxième génération âgées entre 18 et 26 ans d'origine chinoise, grecque, italienne, juive, latino-américaine (divers groupes) et vietnamienne.

Sirma Bilge

Significations et enjeux du mariage en contexte post-migratoire : Le point de vue des parents et des « communautés » ©

Subvention ordinaire de recherche, CRSH 2006-2009.

Ce nouveau chantier de recherche (qui s'intitulait anciennement *Choix, persuasion et contrainte : Significations et enjeux du mariage en milieu immigré*) porte sur les significations et enjeux du mariage en contexte post-migratoire. Notre intérêt porte spécifiquement sur l'implication des parents et de l'entourage familial dans le choix d'un conjoint ou d'une conjointe pour les jeunes de la famille ou de la communauté. Partant de l'hypothèse que cette implication est courante notamment au sein des populations originaires de l'Asie du Sud, du Moyen-Orient, du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, notre projet ciblera ces groupes.

Le projet vise, précisément, à porter un éclairage empirique sur une pratique peu connue, le mariage arrangé, souvent confondu avec le mariage forcé, à partir du point de vue des parents et des « communautés » où cette pratique est observée. Une recherche distincte, menée parallèlement, rendra compte du même phénomène du point de vue des « jeunes à marier » (voir le projet suivant).

Un des objectifs visé par le présent projet est de repérer les représentations sociales des parents et des responsables communautaires concernant l'avenir matrimonial de leurs enfants et des jeunes de leur communauté, et de mettre en lien ces représentations sociales avec les positions socio-économiques des acteurs, avec la matrice normative de leur communauté, avec le contexte idéologique et politique de la société dite d'accueil et enfin avec leurs propres expériences pratiques du mariage. La recherche permettra par ailleurs d'éclairer le degré d'implication des parents et le cas échéant d'autres membres de la famille dans le choix du conjoint ou de la conjointe des jeunes, le processus de négociation, ainsi que des moyens utilisés pour concrétiser ces projets matrimoniaux. Sur le plan épistémologique, le projet vise à élaborer un cadre d'interprétation sociologique mettant en lien divers arrangements matrimoniaux observés sur le terrain en fonction du degré de concertation, de consentement, de persuasion et de contrainte qu'ils impliquent, ainsi que des significations sociales attribuées par les acteurs à ces arrangements divers.

La population à l'étude sera constituée de deux groupes d'acteurs : les parents ayant des enfants adolescents ou jeunes adultes et qui sont originaires des régions où l'implication des parents et/ou d'autres membres de la famille est une pratique courante ; les représentants communautaires et les acteurs associatifs des communautés immigrées ciblées par cette étude. La recherche sera menée à Montréal et recourra à trois types d'investigation : recherche documentaire ; groupes de discussion (*focus group*) ; entretiens individuels et/ou de couple semi-dirigés.

Sirma Bilge

Mariage arrangé, mariage d'amour : les jeunes Montréalais issus de l'immigration face aux projets matrimoniaux de leur famille ©

Programme d'établissement de nouveaux professeurs-chercheurs, FQRSC 2006-2009.

Ce projet de recherche portera un éclairage empirique sur la question du mariage de la perspective des jeunes Montréalaises et Montréalais issus des milieux où le mariage se réalise souvent par l'entremise des parents et/ou des autres membres de la famille.

La visée principale est de faire émerger les points de vue, les aspirations et les préoccupations des jeunes adultes (18-34 ans) des deux sexes, qui sont nés ou arrivés en âge préscolaire au Canada, et qui sont souvent amenés à composer avec les attentes et les modèles de conjugalité divergents entre leur milieu familial/communautaire et la société plus large.

D'intérêt particulier pour nous sont les stratégies de négociation, de contournement ou de résistance mises à l'œuvre par ces jeunes afin de tirer le mieux possible leur épingle du jeu lorsque émergent des tensions au sujet de leur avenir matrimonial (le choix de leur conjoint-e-) et les questions connexes comme les fréquentations sentimentales, la réputation, etc. Un volet spécifique traitera les perceptions et les pratiques d'intervention des travailleurs sociaux œuvrant auprès des jeunes confrontés aux conflits intrafamiliaux liés à ces questions.



Patricia Lamarre (chercheuse principale)
Montréal français, Montréal multilingue : An ethnographic study of the language practices of young multilinguals in a city redefined
Subvention ordinaire de recherche, CRSH 2006-2010.

En dépit d'une montée du bilinguisme et du trilinguisme, peu d'attention est portée à la manière dont les Montréalais utilisent leurs répertoires linguistiques dans la vie quotidienne. La recherche linguistique au Québec a surtout étudié la vitalité de la langue française, visant surtout à cerner le positionnement du français face à l'anglais. Ce que la recherche a moins abordé est comment les multilingues utilisent leurs répertoires linguistiques au quotidien, selon les interactions dans lesquelles ils prennent part, le contexte social et les enjeux rencontrés. Certaines questions non négligeables ne sont pas posées dans les recherches actuelles. Plus spécifiquement, pourquoi, telle personne multilingue choisit-elle d'utiliser le français dans telle situation, l'anglais dans une autre ? Pourquoi cette même personne choisira-t-elle ensuite de s'exprimer en utilisant des alternances codiques en deux ou trois langues (« code switching » ou « parler bilingue/multilingue ») si elle parle à des amis, à des clients ou à des collègues de travail, alors qu'elle adoptera un comportement langagier unilingue beaucoup plus conservateur, dans un autre contexte social ou réseau social ? Quels sont les enjeux derrière ces différentes situations ? Comment ces enjeux sont-ils perçus et évalués par le locuteur et quelles en sont les représentations qui mènent ce locuteur à choisir la langue utilisée ? Quand choisit-on d'exprimer librement son identité bilingue et multilingue à travers des formes hybrides du langage ? Telles sont les questions soulevées dans notre étude.

Dans cette étude, nous examinerons les pratiques langagières de jeunes adultes de Montréal (âgés de 18 à 30 ans), issus de la génération que l'on nomme « les enfants de la loi 101 », nés au lendemain de l'adoption de cette loi. L'étude se déroule dans le cadre théorique de la sociolinguistique critique et adopte une approche ethnographique. Nous proposons de suivre la trajectoire à travers les villes de jeunes Montréalais multilingues (n=16).

Deirdre Meintel (dir.)
Équipe en centre de recherche Religion et Modernité
Soutien aux équipes de recherche, FQRSC 2006-2010.

Cette subvention d'infrastructure apporte au Groupe de recherche ethnicité et société un soutien complémentaire à celui du CEETUM dans le cadre d'un programme de recherche et d'analyse centré sur la diversité religieuse à Montréal et au sein de plusieurs régions du Québec. Ainsi, cet appui permet 1) la coordination des projets de recherche en cours et le développement de projets futurs communs ; 2) d'offrir un milieu de formation amélioré aux étudiants ; 3) la concertation nécessaire à l'application d'une méthodologie commune par le biais d'ateliers organisés tout à la fois pour les chercheurs et les assistants ; 4) l'articulation des données de tous les projets des membres de l'équipe portant sur la religion ; 5) la diffusion des analyses ; 6) la création d'outils pour le transfert et la valorisation des résultats des recherches vers les milieux de pratique.

L'équipe est composée de quatre membres réguliers, Deirdre Meintel (anthropologie, UdeM), Marie-Nathalie LeBlanc (sociologie et d'anthropologie, Concordia), Josiane Le Gall (chercheuse au CSSS Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent), Fernand Ouellet (sciences humaines des religions, Université de Sherbrooke), ainsi que de trois collaborateurs, Sylvie Fortin (pédiatrie et anthropologie, UdeM), Claude Gélinas (sciences humaines des religions, Université de Sherbrooke) et Victor Piché (démographie, UdeM). Dans ce cadre, un premier projet intitulé *Pluralisme et ressources symboliques : les nouveaux groupes religieux au Québec*, financé par le CRSH (2006-2010), a été initié (voir ci-dessous).

Deirdre Meintel (dir.)
Pluralisme et ressources symboliques : les nouveaux groupes religieux au Québec
Subventions ordinaire de recherche, CRSH 2006-2010.

Notre recherche est centrée sur la problématique de la diversité religieuse québécoise et vise à en tracer un portrait global tout en la mettant en relation avec d'autres dimensions, et principalement avec la dimension ethnique. L'objectif principal est double. Il s'agit de saisir la gamme des groupes religieux existant au Québec, mais également de comprendre la signification du religieux pour les personnes qui fréquentent ces groupes (pratiques, croyances, impact sur la vie quotidienne, lien social).

Dirigé par Deirdre Meintel, ce projet réunit Sylvie Fortin (pédiatrie et anthropologie, UdeM), Marie-Nathalie LeBlanc (sociologie et anthropologie, Concordia), Josiane Le Gall (chercheuse au CSSS Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent), Fernand Ouellet et Claude Gélinas (sciences humaines des religions, Université de Sherbrooke) ainsi que Victor Piché (démographie, UdeM). À titre de coordonnatrice, Géraldine Mossière, doctorante en anthropologie à l'UdeM, collabore à ce projet.

Notons que ce projet s'est développé dans le cadre de la formation, au sein du Groupe de recherche Ethnicité et Société, de l'équipe « Religion et modernité » financée par le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FORSC, Soutien aux équipes de recherche, 2006-2010).

Deirdre Meintel (dir.)
Diversité en région : exploration des réseaux de soutien formel et informel de familles immigrantes vivant en région au Québec
Subvention de recherche stratégique, CRSH 2006-2007.

Ce projet vise à explorer les réseaux d'entraide et de soutien de familles immigrantes établies depuis 5 ans et plus en région. Il s'agit d'en tracer un portrait global en tenant compte des dimensions liées au groupe d'appartenance, à la religion, au genre, etc. Par exemple, quelles sont les ressources significatives utilisées et les motivations de ces choix ? Sont-elles de nature institutionnelle, associative, familiale, ou autre ? S'agit-il de ressources adaptées aux nouveaux arrivants ? Où sont-elles localisées ? De façon générale, quel est le rapport de ces familles immigrantes à la société locale, et ce en lien avec les stratégies d'utilisation des ressources ?



Outre Deirdre Meintel, directrice de ce projet, cette recherche implique Sylvie Fortin (pédiatrie et anthropologie, UdeM) et Josiane Le Gall (chercheuse au CSSS Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent)

. D'autre part, soulignons que la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI) collabore activement à ce projet de recherche coordonné par Marie-Jeanne Blain, doctorante en anthropologie à l'UdeM.

Michèle Vatz Laaroussi (chercheuse principale)
Municipalités et gestion de la diversité ethnique, religieuse et culturelle en milieu urbain et rural : analyse d'expériences au Nouveau Brunswick, en Saskatchewan et au Québec
Subvention multiculturalisme, CRSH 2006-2007.

Cette recherche vise à analyser les pratiques de gestion de la diversité ethnique, religieuse et culturelle dans plusieurs municipalités urbaines et rurales du Nouveau Brunswick, du Québec, et de Saskatchewan. Qu'on se situe en milieu urbain ou encore dans des zones rurales, les municipalités canadiennes, qui n'y étaient pas traditionnellement exposées comme les trois métropoles (Montréal, Vancouver, Toronto) sont amenées à jouer un rôle de plus en plus actif dans la gestion de la diversité ethnique, religieuse et culturelle. Les politiques locales sont au cœur des divers systèmes qui ont une influence sur l'installation des immigrants dans un espace spécifique, sur leur intégration et finalement sur la rétention dans ces régions. Dès lors l'expression « pratiques municipales de gestion de la diversité ethnique et culturelle » permet d'approcher de manière détaillée et comparative ces politiques locales en lien avec l'immigration et la diversité et fait référence à cinq éléments, qui forment les principales dimensions de notre recherche : 1) les structures politiques, consultatives et administratives implantées par les municipalités en ce qui concerne la diversité; 2) les projets, actions, programmes, services et politiques proposés face à la diversité ethnique et culturelle ; 3) les représentations des principaux acteurs impliqués en ce qui concerne la diversité, l'intégration et le développement local ; 4) les processus de concertation, partenariat et collaborations mis en œuvre entre divers acteurs locaux dont les acteurs municipaux ainsi que la nature des relations établies (ou non) entre les administrations locales et les autres niveaux de gouvernement (provincial et fédéral) ; 5) la perception des effets de ces politiques, pratiques et stratégies municipales par les acteurs des minorités ethniques, religieuses et culturelles de ces localités.

Michèle Vatz Laaroussi
L'immigration en dehors des grands centres au Canada
Subvention de réseau stratégique, CRSH 2006-2007.

Ce réseau stratégique vise, en réunissant divers acteurs (chercheurs, décideurs politiques, acteurs socio-économiques et communautaires, immigrants et communautés) sur 7 provinces, trois objectifs : 1) le développement des recherches et des connaissances provinciales, interprovinciales et internationales; 2) la mise en œuvre d'un réseau d'échange entre chercheurs et acteurs des milieux, de diffusion et de transfert des résultats de la recherche vers les acteurs locaux,

les praticiens et les gestionnaires de l'immigration en dehors des grands centres; 3) l'éclairage des Politiques publiques (municipales, provinciales et fédérales) sur ces questions. Suite aux besoins en recherche déjà identifiés, le travail du réseau s'articulera autour de 5 volets portés par les chercheurs et par les partenaires : 1) immigration et milieu rural, 2) immigration et développement local, 3) services et infrastructures pour l'immigration en dehors des grands centres, 4) politiques et pratiques municipales, provinciales et fédérales face à l'immigration et à la diversité en dehors des grands centres, 5) immigration francophone hors Québec. Cette infrastructure de réseau stratégique permettra de continuer et développer le travail entrepris dans l'Observatoire canadien de l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants qui en reste un outil. Pour cela le réseau organisera des séminaires et des événements interprovinciaux, provinciaux et aussi régionaux rassemblant les divers partenaires. Ce réseau permettra dès lors de maximiser l'expertise des chercheurs et des acteurs dans ce domaine et de faire du Canada un chef de file en ce qui concerne l'immigration en dehors des métropoles.

Michèle Vatz Laaroussi, (co-chercheuse : Lucille Guilbert, Université Laval)
La rétention de l'immigration dans les régions du Québec : une étude longitudinale de trajectoires d'immigrants au Québec
Subvention ordinaire de recherche, CRSH 2006-2009.

Au Québec, les orientations de régionalisation de l'immigration ont plus de 10 ans mais plus de 80% des immigrants continuent à s'installer à Montréal. On note l'installation de nouveaux arrivants dans certaines villes moyennes dont la Capitale provinciale (3,5%), Sherbrooke (5%) et Gatineau (7%). Par ailleurs on vise la répartition d'immigrants dans des petites villes ou des milieux semi-ruraux grâce à des contrats passés entre ces localités et le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Cependant la question de la rétention reste posée dans ces régions où, selon des sources localisées, le taux varierait entre 40% et 70%. À partir de ce constat, notre projet vise à : 1) Analyser des trajectoires d'immigrants et réfugiés qui arrivent dans une région hors Montréal (centre urbain et milieu rural du Québec) et décident ou non d'y rester; 2) Comprendre les processus sociaux et familiaux qui accompagnent la décision de quitter une région ou d'y rester pour des immigrants et réfugiés au Québec; 3) Analyser les facteurs qui favorisent la rétention et ceux qui favorisent la décision de partir dans des contextes ruraux et urbains en dehors de Montréal; 4) Identifier les éléments de choix de la nouvelle région-province pour ceux qui décident de partir et analyser l'évaluation qui est faite par les immigrants de cette nouvelle installation et de leur mobilité. Sur le plan des retombées attendues, nous voulons : 1) Fournir des éléments d'amélioration de la rétention dans les zones à faible densité d'immigrants et des éléments d'amélioration de la qualité de vie et d'intégration des familles immigrantes dans ces zones ; 2) Donner des pistes pour les décideurs et les acteurs politiques et locaux qui travaillent sur la régionalisation de l'immigration au Québec et au Canada. Pour atteindre ces objectifs nous proposons une démarche qualitative et longitudinale de suivi d'une cinquantaine de cas familiaux sur trois ans.



Marie-Jeanne BLAIN

Trajectoires socioprofessionnelles et processus identitaires en contexte de migration : de la Colombie au Québec (dans les Laurentides)

Mémoire de maîtrise, département d'anthropologie, Université de Montréal
Directrice : Deirdre Meintel, Université de Montréal

Dans un contexte où les pays développés tentent d'attirer et de retenir des migrants qualifiés à même de répondre aux besoins économiques et humains de leurs régions, l'intégration socio-économique de ces migrants est un enjeu majeur. Pour nombre d'entre eux, l'entrée sur le marché du travail est marquée par une rupture professionnelle. À travers une approche issue des courants constructiviste et phénoménologique, notre réflexion porte sur la subjectivité du déclassé socioprofessionnel. Ce mémoire se base sur des entrevues et un terrain ethnographique auprès d'universitaires d'immigration récente, originaires de la Colombie et résidant dans les Laurentides, région au nord de Montréal. Nous explorerons les dimensions subjectives des trajectoires tout en conservant à l'esprit les contraintes objectives auxquelles ils font face, tant aux niveaux local qu'international. Nous pourrions constater l'« agentivité » des acteurs, tant dans la réinterprétation de leurs parcours d'insertion qu'à travers la mise en perspective de la perte de statut professionnel. Quoique ces étapes soient parfois douloureuses, les propos des personnes rencontrées se caractérisent par un fort optimisme, notamment nourri par l'espoir de concrétiser ses projets. Au cœur de ces réinterprétations, la centralité du choix individuel et de la reconnaissance sont fondamentales. Aussi, cette recherche souligne la flexibilité et la fluidité des identités et le rôle de la réflexivité dans l'élaboration de projets d'insertion socioprofessionnelle. L'identité professionnelle pré-migratoire, l'information sur le marché du travail et les liens de sociabilité vont influencer les stratégies d'insertion déployées, dans un contexte régional caractérisé par une faible proportion de personnes immigrantes.

Christine BLASER

Intégration linguistique et performance économique d'une cohorte d'immigrants à Montréal : une approche longitudinale.

Thèse de doctorat, département de sociologie, Université de Montréal
Directeur : Jean Renaud, Université de Montréal

L'intégration économique des immigrants est un processus qui, tout comme l'intégration linguistique, s'étire dans le temps. Les deux processus s'influencent mutuellement. Nous avons examiné l'effet des compétences linguistiques des immigrants au Québec sur leur performance économique dans une perspective longitudinale tout en distinguant les nouveaux arrivants selon leur langue maternelle laquelle, en tant qu'attribut ethnique, risque d'avoir un impact sur le positionnement des immigrants sur le marché du travail. Dans le cas particulier des immigrants et selon la théorie du capital humain, la connaissance des langues principales utilisées à Montréal devrait améliorer leur situation socio-économique car elle augmente la compétence de communication de manière directe et le transfert du capital humain acquis au pays d'origine de manière indirecte. La langue maternelle autre que l'anglais ou le français identifie les immigrants comme membre d'un groupe ethnique minoritaire ce qui pourrait, selon la théorie de la discrimination, mener à leur stigmatisation et à une performance économique amoindrie. L'étude conjointe de ces différents aspects de la langue permet d'en évaluer l'impact différentiel sur la performance économique des immigrants. Les analyses sont effectuées sur une cohorte d'immigrants arrivés à Montréal en 1989 dont les principaux gestes d'établissement ont été suivis pendant dix ans.

La performance économique a été étudiée à quatre moments afin de suivre l'évolution de leur intégration socio-professionnelle et linguistique à court, moyen et long terme. Le statut social conféré par l'emploi ainsi que le salaire à l'heure de cet emploi sont des mesures de la performance économique.

Nos résultats suggèrent que les compétences linguistiques des immigrants jouent un rôle beaucoup moins important dans la détermination

du salaire qu'anticipé par les théories. D'abord, la mesure du statut socio-économique s'est avérée plus sensible à l'impact des langues que le salaire. Comme celui-ci prédétermine en partie le salaire de l'emploi, l'influence de la compétence linguistique sur la rémunération de travail est indirecte. La connaissance des langues officielles favorise l'accès à des emplois plus prestigieux seulement pendant les deux premières années de vie au Québec. L'anglais a une influence plus positive sur le statut socio-économique que le français. Cependant, les connaissances linguistiques ne semblent pas être à l'origine de clivages sociaux entre les immigrants quand on prend en considération l'évolution de cette compétence en langues d'accueil ainsi que l'origine de la connaissance de l'anglais et du français. Par contre, la langue maternelle distingue les immigrants pendant toute la durée de l'établissement. Les immigrants d'Haïti, du Vietnam et d'Amérique du Sud sont des groupes ethniques particulièrement défavorisés, même après dix ans de vie au Québec. Ces immigrants sont doublement désavantagés : ils occupent des emplois moins prestigieux et ils y gagnent des salaires moins élevés. Même si ce ne sont pas toujours les mêmes groupes, il reste que l'intégration économique n'est pas atteinte après dix ans.

Élise COMOÉ FIEDIN

Relations de genre et migration en Côte d'Ivoire : de la décision de migrer à l'insertion dans le marché du travail

Thèse de doctorat, département de démographie, Université de Montréal
Directeur : Victor Piché, Université de Montréal

En Côte d'Ivoire, tout comme dans de nombreux pays africains, les migrations traditionnellement dominées par les hommes se féminisent progressivement. Les résultats de l'Enquête Ivoirienne sur les Migrations et l'Urbanisation (EIMU) 1993 indiquent clairement que les femmes migrent désormais presque autant sinon plus que les hommes notamment pour les migrations urbaines. Ce dynamisme migratoire serait-il annonciateur d'une plus grande autonomie des femmes face à la famille et aux relations de genre en général ?



C'est la question qu'aborde cette thèse à partir des données de l'Enquête Ivoirienne sur les Migrations réalisée dans le cadre du Réseau Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO), en visant principalement à montrer l'influence des relations de genre sur tout le processus migratoire, depuis la décision du départ jusqu'à l'insertion à la destination.

La thèse est divisée en trois articles. Le premier article montre qu'au delà de l'importance numérique des femmes dans les migrations, celles-ci ne seraient pas encore autonomes face à la famille. Que l'autonomie soit mesurée par le motif de la migration ou par le mode de prise de décision, les résultats indiquent que la famille continue à exercer un contrôle continu sur la mobilité des femmes. La participation des femmes à une migration économique ainsi que leur capacité à prendre personnellement la décision de leur départ relèveraient donc encore principalement des rôles sexuels traditionnels engendrés par les relations de genre.

Le deuxième article s'intéresse à ce qui se passe à la destination en terme d'intégration économique. C'est l'hypothèse de la double discrimination des femmes migrantes sur le marché du travail urbain qui est ici examinée. Il ressort que les femmes rencontrent certes de plus grandes difficultés d'insertion dans le marché du travail urbain, mais il n'apparaît pratiquement pas de différences significatives entre migrantes et non migrantes. Le genre jouerait en fin de compte un rôle plus important dans le processus d'insertion économique que le statut migratoire. L'hypothèse de la double discrimination ne semble pas se vérifier dans le contexte ivoirien.

Enfin, le troisième article aborde la question de la migration internationale en Côte d'Ivoire en analysant l'intégration économique et sociale des immigrantes et immigrants récents. Nous montrons qu'en plus du sexe, l'origine nationale est une caractéristique qui a une influence sur l'intégration économique et sociale des immigrantes et immigrants. À partir de cette recherche, nous montrons entre autres que les groupes immigrants ont certes majoritairement accès au marché du travail, mais semblent avoir des appréciations divergentes de leur situation économique. Par exemple le groupe guinéen exprime une

moindre satisfaction de sa situation économique actuelle comparativement au groupe burkinabé. De même pour l'intégration sociale (mariage mixte, naturalisation, langue ivoirienne), les analyses montrent que chaque groupe élabore et applique une stratégie spécifique en s'appuyant entre autres sur les réseaux sociaux et familiaux.

Laetitia DUONG

Regards croisés sur les interactions sociales de l'élève d'origine immigrante à Montréal

Mémoire de maîtrise, département de psychopédagogie et d'andragogie, Université de Montréal
Directrice : Fasal Kanouté, Université de Montréal

Depuis des années, ils sont des milliers à opter pour le Québec comme terre d'accueil. Ces hommes, femmes et enfants immigrants, qui viennent des quatre coins du monde, contribuent à façonner la mosaïque culturelle montréalaise. Dans les établissements scolaires de la métropole, on recense une clientèle hétérogène, multilingue. Les défis liés à l'éducation en milieu pluriethnique sont de taille, tout comme ceux que doivent relever les élèves immigrants pour s'intégrer. Ce mémoire s'insère dans une recherche intitulée *L'insertion sociale en classe d'élèves du primaire issus de l'immigration récente à Montréal, leur profil académique et leur socialisation familiale*, dirigé par Mme Fasal Kanouté. Il s'intéresse particulièrement aux interactions sociales entre pairs en contexte de pluriethnicité.

La recherche globale s'est déroulée dans trois écoles (six classes) et un camp de jour. Quatre techniques et instruments méthodologiques ont été utilisés : le questionnaire sociométrique, le questionnaire sociodémographique, l'observation et l'entretien semi-structuré. Le chapitre portant sur l'analyse des données présente d'abord des portraits de contextes d'interactions sociales pluriethniques scolaires et extrascolaires, puis des profils relationnels d'élèves immigrants.

Les portraits de classe font ressortir certains phénomènes tels que la clanisation selon le sexe et l'origine ethnoculturelle, les affinités entre les élèves, les situations de rejet, etc. Les dynamiques relationnelles sont également

étudiées en relevant des scènes survenues à l'école entre des élèves appartenant à des groupes ethnoculturels différents. Le portrait du camp de jour relève entre autres les effets bénéfiques des espaces extrascolaires ainsi que les apprentissages que les enfants y effectuent. Les profils d'élèves détaillés sont ceux de Mehdi (élève populaire au vécu scolaire satisfaisant), d'Elina (élève négligée), d'Ozskar (profil à risque), de Saadia et d'Ali (élèves nouvellement arrivés au Québec, rejetés par leurs pairs).

Typhen FERRY

La défense de l'identité bretonne dans un monde déterritorialisé

Mémoire de maîtrise, département d'anthropologie, Université de Montréal
Directrice : Deirdre Meintel, Université de Montréal

Dans le cadre de la défense et de la promotion de l'identité bretonne, nous sommes intéressés à l'action du Mouvement breton, *l'Emsav*, et plus particulièrement à ses dimensions déterritorialisées. Ce dernier lutte depuis presque deux siècles pour la reconnaissance de la spécificité ethnique bretonne. L'invention de la nation idéologique française impliquait le démantèlement des structures sociales préexistantes, telles que les cultures minoritaires. Le Mouvement breton, en réaction à cette domination, a entrepris de restaurer et de valoriser l'identité bretonne. Toutefois, face à l'idéologie politique républicaine, la majeure partie de ses revendications n'a pas eu de retombée. Or, depuis plusieurs années, le contexte global évolue. La globalisation est à la base de cette transformation du monde : nous vivons désormais au cœur de dynamiques déterritorialisées et transnationales. Dans ce contexte, on peut se demander de quelle manière se redéfinit l'action du Mouvement breton. Plus spécifiquement, au sein de ce mémoire, nous nous sommes attachés à analyser les dimensions diasporique et européenne de *l'Emsav*. Par le biais d'un terrain « multi-site » réalisé à Montréal et en Bretagne —auprès d'une association montréalaise et de militants bretons—, nous avons questionné les stratégies mises en place et essayé de proposer des pistes de réflexion.



C'est la question qu'aborde cette thèse à partir des données de l'Enquête Ivoirienne sur les Migrations réalisée dans le cadre du Réseau Migration et Urbanisation en Afrique de l'Ouest (REMUAO), en visant principalement à montrer l'influence des relations de genre sur tout le processus migratoire, depuis la décision du départ jusqu'à l'insertion à la destination.

La thèse est divisée en trois articles. Le premier article montre qu'au delà de l'importance numérique des femmes dans les migrations, celles-ci ne seraient pas encore autonomes face à la famille. Que l'autonomie soit mesurée par le motif de la migration ou par le mode de prise de décision, les résultats indiquent que la famille continue à exercer un contrôle continu sur la mobilité des femmes. La participation des femmes à une migration économique ainsi que leur capacité à prendre personnellement la décision de leur départ relèveraient donc encore principalement des rôles sexuels traditionnels engendrés par les relations de genre.

Le deuxième article s'intéresse à ce qui se passe à la destination en terme d'intégration économique. C'est l'hypothèse de la double discrimination des femmes migrantes sur le marché du travail urbain qui est ici examinée. Il ressort que les femmes rencontrent certes de plus grandes difficultés d'insertion dans le marché du travail urbain, mais il n'apparaît pratiquement pas de différences significatives entre migrantes et non migrantes. Le genre jouerait en fin de compte un rôle plus important dans le processus d'insertion économique que le statut migratoire. L'hypothèse de la double discrimination ne semble pas se vérifier dans le contexte ivoirien.

Enfin, le troisième article aborde la question de la migration internationale en Côte d'Ivoire en analysant l'intégration économique et sociale des immigrantes et immigrants récents. Nous montrons qu'en plus du sexe, l'origine nationale est une caractéristique qui a une influence sur l'intégration économique et sociale des immigrantes et immigrants. À partir de cette recherche, nous montrons entre autres que les groupes immigrants ont certes majoritairement accès au marché du travail, mais semblent avoir des appréciations divergentes de leur situation économique. Par exemple le groupe guinéen exprime une

moindre satisfaction de sa situation économique actuelle comparativement au groupe burkinabé. De même pour l'intégration sociale (mariage mixte, naturalisation, langue ivoirienne), les analyses montrent que chaque groupe élabore et applique une stratégie spécifique en s'appuyant entre autres sur les réseaux sociaux et familiaux.

Laetitia DUONG

Regards croisés sur les interactions sociales de l'élève d'origine immigrante à Montréal

Mémoire de maîtrise, département de psychopédagogie et d'andragogie, Université de Montréal
Directrice : Fasal Kanouté, Université de Montréal

Depuis des années, ils sont des milliers à opter pour le Québec comme terre d'accueil. Ces hommes, femmes et enfants immigrants, qui viennent des quatre coins du monde, contribuent à façonner la mosaïque culturelle montréalaise. Dans les établissements scolaires de la métropole, on recense une clientèle hétérogène, multilingue. Les défis liés à l'éducation en milieu pluriethnique sont de taille, tout comme ceux qui doivent relever les élèves immigrants pour s'intégrer. Ce mémoire s'insère dans une recherche intitulée *L'insertion sociale en classe d'élèves du primaire issus de l'immigration récente à Montréal, leur profil académique et leur socialisation familiale*, dirigé par Mme Fasal Kanouté. Il s'intéresse particulièrement aux interactions sociales entre pairs en contexte de pluriethnicité.

La recherche globale s'est déroulée dans trois écoles (six classes) et un camp de jour. Quatre techniques et instruments méthodologiques ont été utilisés : le questionnaire sociométrique, le questionnaire sociodémographique, l'observation et l'entretien semi-structuré. Le chapitre portant sur l'analyse des données présente d'abord des portraits de contextes d'interactions sociales pluriethniques scolaires et extrascolaires, puis des profils relationnels d'élèves immigrants.

Les portraits de classe font ressortir certains phénomènes tels que la clanisation selon le sexe et l'origine ethnoculturelle, les affinités entre les élèves, les situations de rejet, etc. Les dynamiques relationnelles sont également

étudiées en relevant des scènes survenues à l'école entre des élèves appartenant à des groupes ethnoculturels différents. Le portrait du camp de jour relève entre autres les effets bénéfiques des espaces extrascolaires ainsi que les apprentissages que les enfants y effectuent. Les profils d'élèves détaillés sont ceux de Mehdi (élève populaire au vécu scolaire satisfaisant), d'Elina (élève négligée), d'Ozskar (profil à risque), de Saadia et d'Ali (élèves nouvellement arrivés au Québec, rejetés par leurs pairs).

Typhen FERRY

La défense de l'identité bretonne dans un monde déterritorialisé

Mémoire de maîtrise, département d'anthropologie, Université de Montréal
Directrice : Deirdre Meintel, Université de Montréal

Dans le cadre de la défense et de la promotion de l'identité bretonne, nous sommes intéressés à l'action du Mouvement breton, *l'Emsav*, et plus particulièrement à ses dimensions déterritorialisées. Ce dernier lutte depuis presque deux siècles pour la reconnaissance de la spécificité ethnique bretonne. L'invention de la nation idéologique française impliquait le démantèlement des structures sociales préexistantes, telles que les cultures minoritaires. Le Mouvement breton, en réaction à cette domination, a entrepris de restaurer et de valoriser l'identité bretonne. Toutefois, face à l'idéologie politique républicaine, la majeure partie de ses revendications n'a pas eu de retombée. Or, depuis plusieurs années, le contexte global évolue. La globalisation est à la base de cette transformation du monde : nous vivons désormais au cœur de dynamiques déterritorialisées et transnationales. Dans ce contexte, on peut se demander de quelle manière se redéfinit l'action du Mouvement breton. Plus spécifiquement, au sein de ce mémoire, nous nous sommes attachés à analyser les dimensions diasporique et européenne de *l'Emsav*. Par le biais d'un terrain « multi-site » réalisé à Montréal et en Bretagne —auprès d'une association montréalaise et de militants bretons—, nous avons questionné les stratégies mises en place et essayé de proposer des pistes de réflexion.



Emmanuel KAHN

Perspectives de parents en union mixte sur la transmission linguistique intergénérationnelle

Mémoire de maîtrise, département d'anthropologie, Université de Montréal
Directrice : Deirdre Meintel, Université de Montréal

L'union mixte entre individus respectivement associés au groupe majoritaire et à un groupe minorisé a souvent été traitée comme un objet sociologique décontextualisé. Cette étude insiste sur l'importance du contexte socio-historique pour comprendre ce qu'il se passe effectivement dans de telles unions. En particulier, nous questionnons les perspectives des mères «franco-québécoises», en couple avec des conjoints issus de l'immigration et qui résident à Montréal, sur les compétences linguistiques à venir de leurs jeunes enfants. Sur la base de vingt-cinq entrevues semi-dirigées et dans une perspective de «*Life Course Analysis*», combinée à une conceptualisation du contexte socio-historique notamment comme un «espace-temps discursif», nous montrons que les choix linguistiques parentaux et le sens dont les mères majoritaires les investissent relèvent largement des tensions entre les discours sociaux sur la langue qui sont en circulation dans le contexte socio-historique du Québec post-Loi 101, celui qui encadre leur «expérience générationnelle» commune.

Stéphanie LAMARRE

Militer par l'art pour produire du sens. Étude anthropologique d'une troupe de théâtre d'intervention de Montréal

Mémoire de maîtrise, département d'anthropologie, Université de Montréal
Directrice : Deirdre Meintel, Université de Montréal

Le théâtre d'intervention, intimement associé aux mouvements sociaux, connaît depuis quelques années une résurgence majeure ; cette nouvelle popularité est liée notamment aux revendications des altermondialistes. En se basant sur un travail de terrain au sein d'UTIL (Unité théâtrale d'intervention loufoque) et sur une série d'entrevues avec sa fondatrice, ses animatrices et ses participants, ce mémoire présente une recherche exploratoire nourrie par mon propre cheminement de comédienne. Son objectif est de com-

prendre comment et pourquoi des Montréalais utilisent le théâtre pour conscientiser le public de la rue à certaines problématiques et pour amorcer des changements sociaux. En s'inspirant du théâtre d'intervention développé au Québec depuis les années 1960, UTIL se donne pour mission de sensibiliser la population à la solidarité internationale et à l'engagement local. Cette troupe regroupe de jeunes adultes, comédiens amateurs bénévoles d'origines diverses, qui posent un regard critique sur les dysfonctionnements de leur société et envisagent des alternatives pour la transformer.

Pour les participants d'UTIL, quels rôles jouent le local et le global dans notre monde déterritorialisé ? En quoi font-ils preuve de réflexivité et d'«agency» dans leur volonté de changer le monde ? Comment s'exprime leur identité militante ? Quelle est la place de l'imagination et des émotions dans leur désir d'être engagés, de créer et d'éveiller l'empathie des spectateurs ? En répondant à ces questions, ma recherche démontre qu'à l'aide du théâtre de rue, les participants abordent certains problèmes qui les affectent localement : surconsommation, privatisation, militarisation et discrimination raciale, lesquels sont également associés à des enjeux internationaux comme les relations nord-sud, les accords économiques, les interventions militaires et les mouvements de population. Les données révèlent que les participants d'UTIL s'investissent dans cette troupe en tant que citoyen du Québec et du monde afin d'allier engagement et plaisir. Leur imaginaire créatif puise à même leurs expériences personnelles, ici et à l'étranger, et s'inspire de la myriade d'images véhiculées par les médias. Intégrant à la fois le discours et le corps, ils conçoivent des pièces percutantes pour s'adresser aux émotions du public et provoquer des interrogations. Cette pratique construit du lien social entre les participants et les spectateurs dans un contexte de réappropriation des lieux publics comme espace de débats. Ce mémoire présente donc la complexité de ce genre de pratique interventionniste tout en amorçant une réflexion sur la place des artistes, comme intervenants légitimes, dans les débats de société à notre époque de grands bouleversements sociaux, économiques, politiques et environnementaux.

Nevena NEDJALKOVA-MITROPOLITSKA

Le rôle des forums internet pour l'établissement des immigrants : le cas du forum www.bgcanada.com

Mémoire de maîtrise Études urbaines, INRS-UCS et l'UQÀM
Directrice : Annick Germain, INRS-Urbanisation, Culture et Société

Ce mémoire explore le rôle des forums Internet pour l'établissement des immigrants et son impact sur le capital social des nouveaux immigrants. C'est une étude de cas sur le forum Internet des Bulgares en processus d'émigration au Canada ou sur ceux qui ont déjà immigré au Canada. L'étude conclut que le forum Internet joue un rôle réel pour l'établissement des immigrants et augmente leur capital social. Il facilite la création de liens sociaux et de réseaux sociaux entre les migrants. Le forum Internet donne naissance à des liens forts et à des liens faibles, à des *bonding ties* et à des *bridging ties*, à des liens d'amitié et à un support moral entre les membres de la communauté virtuelle. Le forum comme source d'information présente certains traits spécifiques, que les participants au forum ne peuvent pas trouver dans d'autres sources d'information offertes aux immigrants et qu'ils trouvent fort utiles. De telles spécificités sont l'informalité et l'interactivité de l'information, sa subjectivité, son adaptabilité aux besoins du groupe et des personnes, l'attitude « humaine », sa grande accessibilité, etc. Les membres de la communauté virtuelle trouvent également certaines caractéristiques négatives dans l'information fournie par le biais du forum, mais ils considèrent que les avantages prédominent. Nous avons établi aussi que l'aide à l'établissement des immigrants couvre différents domaines de la vie des nouveaux venus, comme l'accueil à l'arrivée, l'aide au logement, l'aide à l'emploi, etc. Notre constat général est donc que les forums Internet aident à l'établissement des immigrants et augmentent leur capital social.



Lisanne TREMBLAY

Migration et développement : les transferts monétaires des immigrants haïtiens de la région métropolitaine de Montréal

Mémoire de maîtrise, département de démographie, Université de Montréal
Directeur : Victor Piché, Université de Montréal

L'intensification des flux migratoires entraîne des impacts pour les pays d'immigration, mais aussi pour les pays d'émigration. Étant donné l'importance que prennent les activités transnationales, on associe de plus en plus les migrations avec le développement. Ce lien s'illustre, entre autres, par les transferts monétaires.

Les immigrants de la communauté haïtienne, en grande majorité installés à Montréal, conservent de nombreux liens avec leur pays d'origine. En effet, les transferts de fonds constituent une proportion importante du PIB en Haïti, mais représentent également une source considérable du revenu des ménages. L'enquête *Familles transnationales et transferts économiques*, menée auprès d'un échantillon de 150 ménages en 2004-2005, a permis d'estimer les transferts monétaires envoyés par les immigrants de la communauté haïtienne de Montréal soit 94 millions de dollars pour l'année 2004. Selon les résultats obtenus, les moyens les plus populaires pour envoyer de l'argent sont les agences ainsi que les transferts par une personne qui se rend en Haïti. Les sources de données sur les transferts monétaires, qui tiennent seulement compte des moyens formels pour envoyer des fonds, sous-estiment donc l'intensité de ces derniers. L'étude des déterminants des transferts monétaires a montré que les jeunes âgés de 18 à 24 ans transmettent moins d'argent et que les immigrants arrivés récemment en envoient plus. En établissant un lien entre les transferts monétaires et le développement, il apparaît que les fonds envoyés en Haïti servent, dans une forte proportion, à la consommation de biens essentiels et ne sont que très rarement investis dans des activités économiques productives. Néanmoins, 64% des répondants ont affirmé avoir participé, par les transferts monétaires, à au moins un projet de développement dans leur pays d'origine. Cette recherche démontre l'importance de développer de meilleurs outils de collectes de données sur le phénomène des transferts monétaires afin d'en maximiser les impacts sur le développement.

Colloque sur les rapports de genre et la diversité religieuse : expertises combinées des pôles Religion et Intersectionnalité

(suite de la page 5)

La dernière séance plénière intitulée *Représentations sociales et logiques institutionnelles* a été l'occasion de s'interroger sur l'articulation des représentations individuelles, collectives et étatiques des identités et de l'altérité. À cet effet, Anne Saris (UQÀM) a souligné que la problématique des tribunaux religieux au Québec repose sur l'absence de reconnaissance/la moindre reconnaissance à la femme musulmane de sa réalité de femme croyante. Cette hétérogénéité normative véhicule l'idée selon laquelle une femme devrait délaisser ses croyances aussitôt qu'elle s'adresse au droit étatique. Néanmoins, il convient de rappeler qu'un sujet est avant tout social et que de vouloir séparer droit public et droit privé est loin de refléter le quotidien des femmes croyantes. Selon Micheline Milot (UQÀM), la Cour suprême du Canada reconnaît non seulement le principe de laïcité en termes de séparation entre église et État, mais également en termes de neutralité vis-à-vis des croyances religieuses. Bien que les minorités religieuses ne soient pas porteuses d'une rationalité laïque, elles suscitent la production d'un forum d'intégration. En ces termes, les notions de genre, de religion et d'ethnicité sont loin de former une alliance impossible puisque elles-mêmes contribuent à une modernité spécifique de la laïcité. Néanmoins, comme l'a indiqué Florence Rochefort (Groupe Sociétés, Religions, Laïcités, CNRS-EPHE), les religions ont été, et ce, au sein même des courants féministes, couramment considérées comme des foyers d'aliénation pour les femmes croyantes. En effet, bien que le *Black Feminism* ait permis aux femmes minoritaires de réclamer de nouvelles appartenances identitaires, la variable religieuse a été peu problématisée, laissant place aujourd'hui à une utilisation structurante du masculin et du féminin que l'on retrouve entre autres dans les domaines juridique, politique, économique et culturel. En somme, la présence à la fois d'invités locaux et internationaux, de même que la rencontre entre les comptes-rendus de recherches empiriques et les interrogations théoriques ont fait le succès de cet événement, qui a permis d'établir les bases de collaborations ultérieures. La qualité de la composition des panels et des présentations n'est certes pas étrangère à la collaboration étroite entre les pôles « Religion et ethnicité » et « Intersectionnalité », respectivement sous la responsabilité Micheline Milot et Sirma Bilge. L'actualisation de telles collaborations illustre l'importance de lieux de recherche et de formation multidisciplinaires tels que le CEETUM pour l'étude des *Relations ethniques, rapports de genre et diversité religieuse*.

Joëlle Quérin

Étudiante à la maîtrise en sociologie, UdeM

Anne-Laure Betbeder

Doctorante en sociologie, UQÀM

Le paradigme musulman en France et en Grande-Bretagne

(suite de la page 10)

progressivement apparue. C'est ainsi que, pour tenter notamment de parer l'influence de pays étrangers dans les mosquées françaises, mais aussi essayer de contrôler les plus jeunes, les politiques françaises tentent de plus en plus d'institutionnaliser l'Islam. Le paradigme musulman procède de la volonté des institutions publiques. Pour Danièle Joly, si un paradigme musulman semble perceptible en Grande-Bretagne et en France, la mise en parallèle de leur émergence permet pourtant de les distinguer. Le premier émerge du bas et se dégage de la mobilisation des jeunes musulmans qui revendiquent leur identité de musulman. À l'inverse, le second, qui émane des institutions, a pour objectif de favoriser une identification républicaine.

David Koussens

Agent du pôle Religion et ethnicité

Doctorant en sociologie, UQÀM



Richard Bourhis

Directeur du Centre d'études ethniques
des universités montréalaises (CEETUM)

Marie Mc Andrew

Titulaire de la Chaire en relations ethniques (CRE)
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur
l'Éducation et les rapports ethniques

Sirma Bilge

Responsable, Pôle Intersectionnalité

Xavier Leloup

Responsable, Pôle Ethnicité, lieux et territoires

Deirdre Meintel

Directrice du Groupe de recherche ethnicité et
société (GRES)

Micheline Milot

Responsable, Pôle Religion et ethnicité

Michel Pagé

Responsable, Pôle Langue et diversité ethnique

Personnel de recherche du CEETUM

Sophie Ambrosi, agente de recherche,
Pôle Intersectionnalité, (514) 343-7233

Isabel Heck, coordonnatrice, GRES
(514) 343-7522

David Koussens, agent de recherche

Pôle Religion et ethnicité,
david.koussens@umontreal.ca

Pamela Northon, agente de recherche

Pôle Langue et diversité ethnique, (514) 343-7233

Chritine Paré, coordonnatrice de la Chaire de
recherche du Canada sur l'Éducation et les rapports
ethniques (514) 343-6111 poste 4052

Martha Radice, agente de recherche

Pôle Ethnicité, lieux et territoires
martha.radice@ucs.inrs.ca

Personnel administratif du CEETUM

Juliette Gosselin, agente de secrétariat
(514) 343-7244

Julie Routhier, coordonnatrice

(514) 343-6111 poste 5374

Chantale Simard, adjointe administrative

(514) 343-6111 poste 4036

Comité de rédaction de *Convergences*:

Richard Bourhis, Juliette Gosselin, Julie Routhier,
Chantale Simard

Mise en page : Juliette Gosselin

Comment nous rejoindre

Centre d'études ethniques
des universités montréalaises (CEETUM)

C.P. 6128, succursale Centre-ville

Montréal (Québec), H3C 3J7

Téléphone : (514) 343-7244

Télécopieur : (514) 343-7078

Courrier électronique : ceetum@umontreal.ca

Site web : www.ceetum.umontreal.ca

ISSN : 1496-4791

9^e Colloque du CEETUM
pour étudiants et
jeunes diplômés

21 et 22 février 2007
Université de Montréal

Appel de communications

La relève de jeunes chercheurs joue un rôle clé dans la production de nouvelles approches qui permettront de mieux comprendre les enjeux associés aux relations ethniques, contribuant ainsi à l'amélioration du corpus des connaissances. Afin de favoriser l'échange de ces connaissances, le Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM) organise son 9^e Colloque pour étudiants et jeunes diplômés les mercredi et jeudi 21 et 22 février 2007, à l'Université de Montréal (Québec, Canada).

Rendez-vous annuel bien établi, cette 9^{ème} édition du colloque innove en ouvrant par une conférence publique du Professeur **Jan Pieter van Oudenhoven** (Département de psychologie, Université de Groningen, Pays Bas) intitulée « *The immigrant of today is the host of tomorrow. Changing perspectives on immigration between nations and within nations.* »

Nous invitons tous les étudiants des cycles supérieurs et les récents diplômés dont les recherches s'inscrivent dans le domaine des relations ethniques à participer à ce colloque en y présentant leurs travaux devant un auditoire composé de pairs et de spécialistes de différents domaines. Ainsi, comme pour les années précédentes, les étudiants sont appelés à présenter une communication individuelle. Le CEETUM innove à nouveau pour cette 9^{ème} édition du Colloque en leur permettant de mettre en place une session thématique dans laquelle s'inscriront plusieurs présentations.

Les propositions de communications individuelles ou de sessions thématiques devront s'inscrire dans le cadre des champs d'intérêt de l'un ou de plusieurs des cinq pôles de recherche autour desquels s'organisent les activités du CEETUM et dont vous trouverez une présentation des activités sur le site internet du CEETUM.

Les propositions de communications individuelles et de sessions thématiques devront nous parvenir le 3 janvier 2007 (dernier délai) par le biais du formulaire en ligne sur le site du CEETUM : www.ceetum.umontreal.ca

Information

(david.koussens@umontreal.ca) ou par téléphone
au (514) 343-6111 poste 3724.